



Rapport financier semestriel  
au 30 juin 2013



# **Rapport financier semestriel** au 30 juin 2013

## **Sommaire**

---

<b>Rapport d'activité du premier semestre 2013</b>	<b>3</b>
<b>Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013</b>	<b>13</b>
<b>Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013</b>	<b>45</b>
<b>Attestation du responsable du rapport financier semestriel</b>	<b>47</b>

---



# Rapport d'activité

## du premier semestre 2013

---

Faits marquants de la période	4
Trafic	4
Tarifs	5
Péage	5
Investissements	6
Financements	7
Principales transactions avec les parties liées	7
Facteurs de risques	7
<b>1. Chiffre d'affaires</b>	<b>8</b>
1.1. Recettes de péage	9
1.2. Produits des installations commerciales	9
1.3. Produits des locations de fibres et de pylônes	9
<b>2. Résultats</b>	<b>10</b>
2.1. Résultat opérationnel	10
2.2. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	10
2.3. Charge d'impôt	10
2.4. Résultat net	10
<b>3. Bilan</b>	<b>11</b>
<b>4. Flux de trésorerie</b>	<b>11</b>
<b>5. Comptes sociaux</b>	<b>12</b>
5.1. Chiffre d'affaires	12
5.2. Résultat net	12

---

## Faits marquants de la période

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, le Groupe ASF a enregistré une légère progression de son trafic à réseau stable de 0,2 % malgré une conjoncture économique particulièrement tendue et des conditions climatiques défavorables.

La mise en service de la section de 53 kilomètres Balbigny/La Tour-de-Salvagny qui marque ainsi l'achèvement de l'axe reliant la façade atlantique au couloir rhodanien a apporté un trafic additionnel de 0,5 % en kilomètres parcourus dont 0,5 % pour les véhicules légers et 0,2 % pour les poids lourds.

La progression du chiffre d'affaires péage résultante est une hausse globale de 2,3 % par rapport au premier semestre de l'année précédente.

La gestion maîtrisée des dépenses s'est traduite par une amélioration de l'EBITDA qui, ramené au chiffre d'affaires, s'élève à 69,3 %.

Le contournement de Montpellier par le déplacement de l'autoroute A9 constitue le principal investissement du Groupe ASF pour ces prochaines années. Cette construction d'une nouvelle section de 12 kilomètres et le réaménagement sur 13 kilomètres de sections existantes doivent être achevés au 31 décembre 2017.

Les contrats de plan 2012-2016 des sociétés ASF et Escota ont été approuvés et publiés par décret n° 2013-578 du 2 juillet 2013 au Journal Officiel le 4 juillet 2013.

Par décret du 28 mai 2013, la redevance domaniale perçue auprès des sociétés concessionnaires d'autoroutes a été augmentée de 50 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013. Cette augmentation, qui représente pour le Groupe ASF une charge complémentaire d'environ 40 millions d'euros en année pleine, fait l'objet d'un recours en annulation auprès du Conseil d'État. Des demandes de compensation ont, par ailleurs, été adressées à l'État.

Durant le premier semestre 2013, l'État et les sociétés concessionnaires d'autoroutes ont échangé sur le périmètre d'un plan d'investissements complémentaires qui pourraient être réalisés, ainsi que sur les modalités de financement de ces investissements à travers un allongement de la durée des contrats de concessions.

À la date du présent rapport, ces différentes discussions entre l'État et les sociétés concessionnaires d'autoroutes, parmi lesquelles le Groupe ASF, n'avaient pas encore abouti.

## Trafic

L'évolution du trafic au cours de ce premier semestre doit être analysée en tenant compte des facteurs suivants :

- l'ouverture de 53 kilomètres de nouvelles sections de l'autoroute A89 entre Balbigny/La Tour-de-Salvagny le 21 janvier 2013, apporte des kilomètres parcourus supplémentaires mais se traduit toutefois par un impact négatif sur le TMJA (trafic moyen journalier annuel) du réseau;
- une météorologie hivernale rigoureuse en 2013 moins sévère que la vague de froid de 2012 mais qui a duré plus longtemps et un printemps encore plus froid et pluvieux qu'en 2012;
- un jour de moins comparé à une année 2012 bissextile pour les VL et deux jours ouvrés de circulation de moins pour les PL;
- le prix du gazole, en repli en moyenne de - 3,0 % au premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012;
- la morosité économique en France et la poursuite du recul des économies nationales des pays frontaliers, notamment l'Espagne, le Portugal et l'Italie.

Compte tenu de ces éléments, ASF et Escota ont néanmoins enregistré au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 une progression de leur trafic à réseau évolutif de 0,7 % par rapport au même semestre de l'année précédente :

- + 1,1 % pour les véhicules légers qui représentent 85,6 % du trafic total;
- - 2,0 % pour les poids lourds.

Le nombre de kilomètres parcourus à réseau évolutif pour ASF et Escota s'est ainsi élevé à 15 957 millions au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (15 852 millions pour la même période de 2012).

KMP (en millions)	1 <sup>er</sup> semestre 2013				1 <sup>er</sup> semestre 2012				Évolution 2013 vs 2012	
	ASF	Escota	ASF + Escota	%	ASF	Escota	ASF + Escota	%	Valeur	%
VL	10 820	2 834	13 654	85,6 %	10 668	2 835	13 503	85,2 %	151	1,1 %
PL	2 005	298	2 303	14,4 %	2 041	308	2 349	14,8 %	(46)	- 2,0 %
<b>VL + PL</b>	<b>12 825</b>	<b>3 132</b>	<b>15 957</b>	<b>100,0 %</b>	<b>12 709</b>	<b>3 143</b>	<b>15 852</b>	<b>100,0 %</b>	<b>105</b>	<b>0,7 %</b>

À réseau stable, le nombre de kilomètres parcourus s'est élevé à 15 879 millions au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (15 852 millions pour la même période de 2012), en progression de 0,2 %.

Le trafic moyen journalier annuel (TMJA) sur l'ensemble du réseau ressort à 28 434 véhicules/jour pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013 (28 643 véhicules/jour pour la même période de 2012), soit un recul de -0,7 %.

## Tarifs

L'indice de référence pour l'augmentation tarifaire du 1<sup>er</sup> février 2013 a été de 1,695 %.

Pour la société ASF :

Sur la base de la loi tarifaire prévue au contrat de plan 2012-2016 [0,85 i + 0,80 %], la hausse correspondante a été de 2,24 % pour l'ensemble des classes de véhicules.

Pour la société Escota :

L'augmentation moyenne des tarifs a été de 1,74 %.

## Péage

Les recettes de péage sont en hausse de 2,3 % au 1<sup>er</sup> semestre 2013 et s'élèvent à 1 483,6 millions d'euros (1 449,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Elles se répartissent ainsi par société :

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2013			1 <sup>er</sup> semestre 2012			Évolution 2013 vs 2012 %
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	
Chiffre d'affaires Péage	1 167,7	315,9	1 483,6	1 135,5	314,2	1 449,7	2,3 %

Le nombre de transactions payantes a augmenté de 0,4 % (319,6 millions de transactions enregistrées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 comparé à 318,4 millions pour la même période de 2012).

La fréquentation des voies automatiques a augmenté de 2,0 % (314,1 millions de transactions sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013 comparé à 307,8 millions de transactions sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Le taux de transactions traitées en voies automatiques a de nouveau progressé au 1<sup>er</sup> semestre 2013 pour atteindre 98,3 % (96,7 % au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Cette progression notable est due :

- au déploiement de nouvelles voies automatiques ainsi qu'à l'augmentation de l'attractivité de celles déjà en exploitation sur le réseau et
- à la progression significative du télépéage VL.

La répartition des transactions par mode de collecte d'ASF et d'Escota est la suivante :

Nature transactions (en millions)	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	Évolution 2013 vs 2012	Répartition	
				2013	2012
Voies manuelles	5,5	10,6	-48,1 %	1,7 %	3,3 %
Voies automatiques	165,0	165,6	-0,4 %	51,6 %	52,0 %
Télépéage	149,1	142,2	4,9 %	46,7 %	44,7 %
<b>Sous-total voies automatiques et télépéage</b>	<b>314,1</b>	<b>307,8</b>	<b>2,0 %</b>	<b>98,3 %</b>	<b>96,7 %</b>
<b>Total</b>	<b>319,6</b>	<b>318,4</b>	<b>0,4 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Le nombre d'abonnés au télépéage VL sur les deux sociétés au 30 juin 2013 est de 1 280 663 pour un nombre de badges en circulation de 1 595 105 (respectivement 1 057 456 et 1 327 530 au 30 juin 2012) :

	30/06/2013			30/06/2012			Évolution 2013 vs 2012	
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	Valeur	%
Nombre de clients	1 054 263	226 400	1 280 663	838 265	219 191	1 057 456	223 207	21,1 %
Nombre de badges	1 274 655	320 450	1 595 105	1 016 834	310 696	1 327 530	267 575	20,2 %

## Investissements

ASF et Escota ont réalisé 255,3 millions d'euros d'investissements au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, soit une baisse de 226,1 millions d'euros par rapport à la même période de 2012 :

Type d'investissement <i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2013			1 <sup>er</sup> semestre 2012			Évolution 2013 vs 2012 %
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	
Construction nouvelles sections <sup>(*)</sup>	59,6		59,6	172,0		172,0	- 65,4 %
Investissements complémentaires sur autoroutes en service <sup>(*)</sup>	111,1	66,5	177,6	188,6	96,6	285,2	- 37,7 %
Immobilisation d'exploitation <sup>(*)</sup>	13,9	4,2	18,1	16,4	7,8	24,2	- 25,2 %
<b>Total</b>	<b>184,6</b>	<b>70,7</b>	<b>255,3</b>	<b>377,0</b>	<b>104,4</b>	<b>481,4</b>	<b>- 47,0 %</b>

*(\*) Y compris production immobilisée, intérêts intercalaires, subventions et participations financières.*

### Liaisons nouvelles

#### A89 – Balbigny/La Tour-de-Salvagny (53 km)

Les travaux se sont achevés fin 2012 conformément à l'objectif contractuel. La section a été inaugurée le 19 janvier 2013 et mise en service le 21 janvier 2013.

Des travaux de parachèvement ont été lancés au printemps 2013.

#### A89 – Brive Nord/Saint-Germain-les-Vergnes (doublement de la RD9 – 4 km)

Le contrat de plan 2012/2016 indique que, sous réserve de son classement dans la voirie autoroutière, la mise en service du doublement de la RD9 aura lieu au plus tard 36 mois après l'obtention de la DUP (Déclaration d'Utilité Publique).

Cette section a été classée dans la voirie autoroutière concomitamment avec l'obtention de la DUP le 27 février 2013 et l'avenant transférant cette nouvelle section dans la concession d'ASF a été publié le 4 juillet 2013.

Les travaux d'aménagement de cette section vont être engagés dès le mois de septembre 2013.

#### A64 – Briscous/Bayonne – Mousserolles (ex RD1) (11 km)

Cette opération a été concédée à la société par décret en date du 1<sup>er</sup> mars 2002.

Le contrat de plan 2012/2016 mentionne que " Sous réserve de son classement dans la voirie autoroutière, ASF réalisera la mise à niveau des dispositifs de sécurité, de signalisation et d'exploitation de cette section. ASF engagera en parallèle, dans le respect des règles techniques et des objectifs de protection en vigueur, les études nécessaires à la définition précise des travaux de mise à niveau technique et environnementale de cette section. Le programme, le montant, le financement ainsi que le calendrier d'éventuels travaux seront à définir conjointement avec l'État en fonction de ces études ".

Les premiers travaux indispensables au transfert dans le domaine autoroutier et à la mise en conformité des éléments de sécurité ne pourront être entrepris qu'une fois la procédure de classement dans la voirie autoroutière aboutie.

### Élargissements et aménagements de capacité

#### A63 – Biriattou/Ondres : élargissement à 2x3 voies (39 km)

La section Nord, Biarritz/Ondres (18 km), a été mise en service à 2x3 voies, dans son intégralité, le 6 juillet 2012, avec une avance très significative (de près de 18 mois) par rapport à l'échéance du 31 décembre 2013 figurant dans le contrat de plan 2012/2016 : la programmation des travaux a pu être optimisée pour permettre une réalisation en trois saisons de travaux au lieu de quatre.

Concernant le tronçon Sud, Biriattou/Biarritz (22 km), le contrat de plan prévoit que la mise en service à 2x3 voies aura lieu au plus tard 60 mois après la demande par l'État de la reprise des travaux et l'obtention de l'intégralité des arrêtés de cessibilité nécessaires à la réalisation de cette section, les travaux sous circulation devant se dérouler pendant quatre années.

Les enquêtes parcellaires dans ce secteur se sont déroulées du 2 au 16 avril 2012, et le dernier arrêté de cessibilité, concernant les communes d'Urrugne, Saint-Jean-de-Luz et Biriadou a été obtenu le 17 janvier 2013.

La programmation actualisée de l'opération prévoit le lancement des travaux d'élargissement du viaduc de la Nivelles en septembre 2013 et l'engagement des travaux préparatoires sur le reste de la section courante au 1<sup>er</sup> semestre 2014, les travaux d'élargissement proprement dits étant programmés à partir de l'automne 2014.

### **A9 – Dédoublage de l'autoroute A9 au droit de Montpellier (23 km)**

Le contrat de plan 2012/2016 fixe la mise en service du déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier avant le 31 décembre 2017.

Les études sont en voie d'achèvement.

Les acquisitions foncières se poursuivent : 90 % des emprises nécessaires au projet sont maintenant maîtrisées. Les dernières prises de possession sont attendues pour octobre 2013.

L'arrêté d'autorisation au titre de la police de l'eau a été délivré le 14 mars 2013.

Les premières fouilles de sauvegarde dans le secteur de Baillargues/Castries sont terminées, tandis que d'autres fouilles sont en cours dans le secteur de la future gare LGV. Les dernières prescriptions de fouilles de sites sensibles sont en attente.

Les dossiers concernant la protection de l'habitat d'espèces protégées faune et flore, déposés en préfecture mi-novembre 2012, ont reçu un avis favorable de la CNPN (Commission Nationale de Protection de la Nature). Les arrêtés préfectoraux à l'issue de cette procédure sont en attente, ainsi que la décision ministérielle concernant la loutre.

Les travaux de déviation de réseaux, engagés en novembre 2012, progressent conformément à la planification.

Les premiers travaux de remblais anticipés débuteront fin 2013 ou début 2014.

Concernant Escota, les investissements portent notamment sur :

- les travaux de mise aux nouvelles normes de sécurité des tunnels sur l'A8 pour le contournement de Nice jusqu'à La Turbie et entre La Turbie et la frontière italienne;
- les travaux d'élargissement de l'A50 à 2x3 voies de la section La Ciotat/Bandol.

## **Financements**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, ASF a procédé, dans le cadre de son programme EMTN (Euro Medium Term Note), à :

- une émission obligataire d'un montant de 700 millions d'euros le 18 janvier 2013 et une durée de 10 ans;
- un premier placement privé pour un montant de 100 millions d'euros le 11 mars 2013 et une durée de 12 ans;
- un second placement privé pour un montant de 130 millions d'euros le 18 avril 2013 et une durée de 15 ans.

## **Principales transactions avec les parties liées**

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note F.17. "Transactions avec les parties liées" de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

## **Facteurs de risques**

Les principaux risques liés à l'exploitation auxquels le Groupe ASF pourrait être confronté tiennent en particulier au trafic et à l'acceptabilité du péage et des tarifs par les usagers, la quasi-totalité des revenus étant constituée par les recettes de péage. Le trafic peut également être affecté par le niveau de prix des carburants et la conjoncture économique.

Les principaux risques financiers sont détaillés dans la note C.16. "Informations relatives à la gestion des risques financiers" du rapport financier annuel consolidé 2012.

# 1. Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	% évolution
Chiffre d'affaires péages	1 483,6	1 449,7	2,3 %
Redevances des installations commerciales	22,0	20,6	6,8 %
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	13,8	12,5	10,4 %
<b>Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires</b>	<b>1 519,4</b>	<b>1 482,8</b>	<b>2,5 %</b>
Chiffre d'affaires travaux réalisé par les sociétés concessionnaires	177,6	338,7	- 47,6 %
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>1 697,0</b>	<b>1 821,5</b>	<b>- 6,8 %</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ASF pour les premiers semestres 2013 et 2012 se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	% évolution
<b>Chiffre d'affaires péages</b>	<b>1 483,6</b>	<b>1 449,7</b>	<b>2,3 %</b>
dont ASF	1 167,7	1 135,5	2,8 %
dont Escota	315,9	314,2	0,5 %
<b>Redevances des installations commerciales</b>	<b>22,0</b>	<b>20,6</b>	<b>6,8 %</b>
dont ASF	18,3	17,1	7,0 %
dont Escota	3,7	3,5	5,7 %
<b>Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres</b>	<b>13,8</b>	<b>12,5</b>	<b>10,4 %</b>
dont ASF	6,5	5,7	14,0 %
dont Escota	2,1	1,7	23,5 %
dont RTFM		0,8	- 100,0 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,2	1,3	- 7,7 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	3,9	2,9	34,5 %
<b>Chiffres d'affaires hors chiffre d'affaires travaux</b>	<b>1 519,4</b>	<b>1 482,8</b>	<b>2,5 %</b>
dont ASF	1 192,5	1 158,3	3,0 %
dont Escota	321,7	319,4	0,7 %
dont RTFM		0,8	- 100,0 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,2	1,3	- 7,7 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	3,9	2,9	34,5 %
<b>Chiffre d'affaires travaux</b>	<b>177,6</b>	<b>338,7</b>	<b>- 47,6 %</b>
dont ASF	123,7	268,1	- 53,9 %
dont Escota	53,9	70,6	- 23,7 %
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>1 697,0</b>	<b>1 821,5</b>	<b>- 6,8 %</b>
dont ASF	1 316,2	1 426,4	- 7,7 %
dont Escota	375,6	390,0	- 3,7 %
dont RTFM		0,8	- 100,0 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,2	1,3	- 7,7 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	3,9	2,9	34,5 %

L'analyse comparative des chiffres d'affaires (hors chiffre d'affaires travaux) pour les sociétés ASF et Escota se présente ainsi :

Produits (en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2013			1 <sup>er</sup> semestre 2012			Évolution 2013 vs 2012	
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	Valeur	%
Recettes de péage	1 167,7	315,9	1 483,6	1 135,5	314,2	1 449,7	33,9	2,3 %
Installations Commerciales	18,3	3,7	22,0	17,1	3,5	20,6	1,4	6,8 %
Fibres et pylônes	6,5	2,1	8,6	5,7	1,7	7,4	1,2	16,2 %
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>1 192,5</b>	<b>321,7</b>	<b>1 514,2</b>	<b>1 158,3</b>	<b>319,4</b>	<b>1 477,7</b>	<b>36,5</b>	<b>2,5 %</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2013 (hors chiffre d'affaires travaux) des seules sociétés ASF et Escota s'établit à 1 514,2 millions d'euros, soit une progression de 2,5 % par rapport à la même période de 2012 (1 477,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

## 1.1. Recettes de péage

Les recettes de péage enregistrent une progression de 2,3 % ; elles se sont élevées à 1 483,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (1 449,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Cette évolution traduit une légère progression de trafic à réseau stable (+ 0,2 %), l'impact positif (+ 0,5 %) de l'ouverture de nouvelles sections et des effets tarifaires (+ 1,6 %).

Les recettes de péage se ventilent ainsi par nature de moyens de paiement :

Produits (en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2013			1 <sup>er</sup> semestre 2012			Évolution 2013 vs 2012	
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	Valeur	%
Paiements immédiats	98,3	41,8	140,1	100,0	44,0	144,0	(3,9)	- 2,7 %
Abonnés	9,6	59,5	69,1	13,8	58,8	72,6	(3,5)	- 4,8 %
Télépéage	588,1	110,4	698,5	548,6	105,0	653,6	44,9	6,9 %
Cartes Bancaires	394,7	86,9	481,6	380,0	86,6	466,6	15,0	3,2 %
Cartes Accréditives	76,5	17,1	93,6	92,7	19,6	112,3	(18,7)	- 16,7 %
Refacturations	0,5	0,2	0,7	0,4	0,2	0,6	0,1	16,7 %
<b>Recettes de Péages</b>	<b>1 167,7</b>	<b>315,9</b>	<b>1 483,6</b>	<b>1 135,5</b>	<b>314,2</b>	<b>1 449,7</b>	<b>33,9</b>	<b>2,3 %</b>

## 1.2. Produits des installations commerciales

Le chiffre d'affaires des installations commerciales de 22,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 est en hausse de 6,8 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012 (20,6 millions d'euros).

## 1.3. Produits des locations de fibres et de pylônes

Les produits de l'activité de location de fibres optiques et de pylônes de 8,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 sont en hausse de 16,2 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012 (7,4 millions d'euros).

## 2. Résultats

### 2.1. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 726,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, en baisse de 1,9 % (14,1 millions d'euros) par rapport à la même période de 2012 (740,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

La progression du chiffre d'affaires (hors chiffre d'affaires travaux), conjuguée à une bonne maîtrise des charges opérationnelles, a été neutralisée par la hausse des amortissements résultant des mises en service.

On peut ainsi souligner les évolutions significatives de charges opérationnelles suivantes :

- une hausse de 17,4 % (49,4 millions d'euros) des **"amortissements"** nets : 332,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (283,4 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012) qui résulte principalement des mises en service effectuées courant 2012 et début janvier 2013 (notamment de la section A89 – Balbigny/La Tour-de-Salvagny);
- une hausse de 15,2 % (2,2 millions d'euros) des **"achats consommés nets"** qui s'élèvent à 16,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (14,5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012) et qui correspond à la hausse des charges relatives à la période hivernale du 1<sup>er</sup> semestre 2013 moins favorable comparativement à la même période de 2012;
- une baisse des **"dotations nettes aux provisions"** qui ont généré un produit de 3,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (produit de 11,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

### 2.2. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net, en baisse de 4,9 %, s'élève à 217,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (229,1 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Cette diminution nette de 11,3 millions d'euros s'explique principalement par l'effet favorable :

- du refinancement, en 2012 et 2013, de dettes, notamment de dettes CNA, dont les taux d'intérêts étaient supérieurs au taux moyen et
- de la baisse des taux courts sur le coût des dettes à taux variables et à taux variables capés.

Les autres produits et charges financiers font ressortir un produit net de 6,2 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (produit net de 23,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012). Cette baisse résulte principalement de la baisse des coûts d'emprunts immobilisés.

### 2.3. Charge d'impôt

La charge d'impôt ressort à 188,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, en diminution de 2,4 % par rapport à celui de la même période de 2012 (193,3 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Le taux effectif d'impôt (après retraitements de la quote-part de dividendes reçus d'Escota notamment) est proche de 36,2 % sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013 comme sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012.

### 2.4. Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'élève à 325,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, en diminution de 4,4 % par rapport à celui de la même période de 2012 (340,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Le résultat net part du Groupe par action est de 1,410 euro par action au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (1,475 euro par action au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

### 3. Bilan

**Le total des actifs non courants** au bilan du 30 juin 2013 s'élève à 13 166,8 millions d'euros en valeur nette, en diminution de 132,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012 (13 299,6 millions d'euros).

Cette diminution est notamment liée à la progression au 1<sup>er</sup> semestre 2013 des amortissements (327,0 millions d'euros) supérieure à celle de la valeur brute des immobilisations de construction et d'exploitation acquises (251,3 millions d'euros).

Elle traduit également la diminution de la juste valeur des produits dérivés actifs de 55,7 millions d'euros.

**Le total de l'actif courant**, soit 584,3 millions d'euros au 30 juin 2013, est en diminution de 69,7 millions d'euros (654,0 millions d'euros au 31 décembre 2012) du fait principalement de la baisse des autres actifs courants d'exploitation de 34,9 millions d'euros, des disponibilités et équivalents de trésorerie de 82,2 millions d'euros, partiellement compensée par la hausse des clients et autres débiteurs de 8,2 millions d'euros, des actifs d'impôt exigible de 30,1 millions d'euros et de la juste valeur des produits dérivés actifs courants de 12,7 millions d'euros.

**Les capitaux propres part du Groupe** diminuent de 153,6 millions d'euros et s'élèvent au 30 juin 2013 à 489,7 millions d'euros (643,3 millions d'euros au 31 décembre 2012). Cette évolution résulte du résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2013 de 325,6 millions d'euros augmenté du résultat enregistré directement en capitaux propres de 32,8 millions d'euros et diminué par la distribution du solde du dividende ordinaire et du report à nouveau disponible de l'exercice 2012 de 508,2 millions d'euros et les paiements en actions de 3,8 millions d'euros.

**Le total des passifs non courants** au 30 juin 2013 s'élève à 10 721,3 millions d'euros (10 597,0 millions d'euros au 31 décembre 2012), soit en hausse de 124,3 millions d'euros due principalement à l'augmentation nette des emprunts obligataires et autres emprunts et dettes financières de 163,1 millions d'euros, des impôts différés passifs de 13,0 millions d'euros et des provisions non courantes de 5,8 millions d'euros compensée partiellement par la diminution de la juste valeur des produits dérivés passifs non courants de 59,3 millions d'euros.

**Le total des passifs courants** s'établit à 2 536,5 millions d'euros au 30 juin 2013 en baisse de 172,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012 (2 709,3 millions d'euros). Cette baisse est due principalement à la diminution de la dette financière courante de 109,0 millions d'euros, des autres passifs courants hors exploitation de 48,1 millions d'euros et des passifs d'impôt exigible de 20,0 millions d'euros.

Après prise en compte de ces différents éléments, **l'endettement financier net du Groupe** s'élève à 11 250,4 millions d'euros au 30 juin 2013 (11 128,1 millions d'euros au 31 décembre 2012) en augmentation de 122,3 millions d'euros.

### 4. Flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie du Groupe fait apparaître **une trésorerie nette** de 53,3 millions d'euros au 30 juin 2013 en diminution de 82,0 millions d'euros par rapport à la trésorerie d'ouverture (135,3 millions d'euros).

Cette variation s'analyse comme suit :

- **la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt** (CAFICE) ressort à 1 053,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, en hausse de 3,9 % par rapport à celle du 1<sup>er</sup> semestre 2012 (1 014,3 millions d'euros) ;
- **les flux nets de trésorerie générés par l'activité** s'élèvent à 602,5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, en hausse de 17,1 % par rapport à ceux du 1<sup>er</sup> semestre 2012 (514,5 millions d'euros) ;
- **les flux nets liés aux opérations d'investissements** représentent 288,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, en baisse de 36,0 % par rapport à ceux du 1<sup>er</sup> semestre 2012 (451,2 millions d'euros) ;
- **les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement** sont négatifs de 395,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 à comparer à des flux négatifs de 90,5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012. Ils intègrent les dividendes payés aux actionnaires d'ASF (508,2 millions d'euros) et aux minoritaires d'Escota (1,3 million d'euros), les remboursements d'emprunts long terme (456,7 millions d'euros) et les variations négatives des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes (356,3 millions d'euros), partiellement compensés par les émissions des nouveaux emprunts obligataires long terme (926,9 millions d'euros).

## 5. Comptes sociaux

### 5.1. Chiffre d'affaires

Au niveau des comptes sociaux de la société ASF, le chiffre d'affaires s'établit au 1<sup>er</sup> semestre 2013 à 1 192,5 millions d'euros, soit une progression de 3,0 % par rapport à la même période de 2012 (1 158,3 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

### 5.2. Résultat net

Le résultat net du 1<sup>er</sup> semestre 2013 s'établit à 414,7 millions d'euros, en hausse de 48,6 % par rapport à la même période de 2012 (279,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Il intègre notamment un montant de dividende reçu d'Escota de 181,2 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (30,5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

# Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013

---

<b>ÉTATS FINANCIERS</b>	<b>14</b>
Compte de résultat consolidé de la période	14
État du résultat global consolidé de la période	15
Bilan consolidé actif	16
Bilan consolidé passif	17
Tableau des flux de trésorerie consolidés	18
Variation des capitaux propres consolidés	19
<b>ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS</b>	<b>20</b>
A. Saisonnalité de l'activité	21
B. Principes comptables, méthodes d'évaluation et changement de méthode	21
C. Information sectorielle	29
D. Notes relatives au compte de résultat	29
E. Notes relatives au bilan	33
F. Autres notes	44
G. Note sur les litiges	44
H. Événements postérieurs à la clôture	44

---

# ÉTATS FINANCIERS

## Compte de résultat consolidé de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012 <sup>(*)</sup>	Exercice 2012 <sup>(*)</sup>
<b>Chiffre d'affaires<sup>(**)</sup></b>	<b>D.1.</b>	<b>1 519,4</b>	<b>1 482,8</b>	<b>3 191,6</b>
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires		177,6	338,7	647,5
Total chiffre d'affaires		1 697,0	1 821,5	3 839,1
Produits des activités annexes		13,1	7,7	19,0
Charges opérationnelles	D.2.	(982,0)	(1 087,8)	(2 215,7)
<b>Résultat opérationnel sur activité</b>	<b>D.2.</b>	<b>728,1</b>	<b>741,4</b>	<b>1 642,4</b>
Paiement en actions (IFRS 2)	D.2.	(1,5)	(1,9)	(3,9)
Résultats des sociétés mises en équivalence		0,1	1,3	2,2
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>D.2.</b>	<b>726,7</b>	<b>740,8</b>	<b>1 640,7</b>
Coût de l'endettement financier brut		(217,8)	(229,7)	(448,3)
Produits financiers des placements de trésorerie			0,6	1,1
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>D.3.</b>	<b>(217,8)</b>	<b>(229,1)</b>	<b>(447,2)</b>
Autres produits financiers	D.3.	13,4	35,4	70,6
Autres charges financières	D.3.	(7,2)	(12,4)	(26,7)
Impôts sur les bénéfices	D.4.	(188,6)	(193,3)	(449,0)
<b>Résultat net</b>		<b>326,5</b>	<b>341,4</b>	<b>788,4</b>
Résultat net – part des intérêts minoritaires		0,9	0,7	1,4
<b>Résultat net – part du Groupe</b>		<b>325,6</b>	<b>340,7</b>	<b>787,0</b>
<b>Résultat net par action part du Groupe</b>	<b>D.5.</b>			
Résultat net par action <i>(en euros)</i>		1,410	1,475	3,407
Résultat net dilué par action <i>(en euros)</i>		1,410	1,475	3,407

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

(\*\*) Hors chiffres d'affaires travaux.

## État du résultat global consolidé de la période

(en millions d'euros)	Notes	1 <sup>er</sup> semestre 2013			1 <sup>er</sup> semestre 2012(*)			Exercice 2012(*)		
		Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total	Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total	Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total
<b>Résultat net</b>		<b>325,6</b>	<b>0,9</b>	<b>326,5</b>	<b>340,7</b>	<b>0,7</b>	<b>341,4</b>	<b>787,0</b>	<b>1,4</b>	<b>788,4</b>
Instruments financiers : variations de juste valeur	E.10.2.	52,6	0,0	52,6	(44,7)	0,0	(44,7)	(57,7)	0,0	(57,7)
dont :										
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>		0,2		0,2	(0,5)		(0,5)			
<i>Couverture de flux de trésorerie(**)</i>		52,4		52,4	(44,2)		(44,2)	(57,7)		(57,7)
Écarts de conversion					0,2		0,2	(0,3)	(0,1)	(0,4)
Impôt(***)	E.10.2.	(18,1)		(18,1)	15,2		15,2	20,3		20,3
<b>Autres éléments du résultat global recyclables en résultat net</b>		<b>34,5</b>	<b>0,0</b>	<b>34,5</b>	<b>(29,3)</b>	<b>0,0</b>	<b>(29,3)</b>	<b>(37,7)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(37,8)</b>
Impact IAS 19 amendée		(2,6)		(2,6)	(14,1)		(14,1)	(20,7)	(0,1)	(20,8)
Impôt		0,9		0,9	4,8		4,8	7,1		7,1
<b>Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat net</b>		<b>(1,7)</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,7)</b>	<b>(9,3)</b>	<b>0,0</b>	<b>(9,3)</b>	<b>(13,6)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(13,7)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>32,8</b>	<b>0,0</b>	<b>32,8</b>	<b>(38,6)</b>	<b>0,0</b>	<b>(38,6)</b>	<b>(51,3)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(51,5)</b>
dont :										
<i>Sociétés contrôlées</i>		32,8		32,8	(38,6)		(38,6)	(51,3)	(0,2)	(51,5)
<i>Sociétés mises en équivalence</i>										
<b>Résultat global</b>		<b>358,4</b>	<b>0,9</b>	<b>359,3</b>	<b>302,1</b>	<b>0,7</b>	<b>302,8</b>	<b>735,7</b>	<b>1,2</b>	<b>736,9</b>

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

(\*\*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

(\*\*\*) Dont -18,1 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 d'effets d'impôts rattachés aux variations de juste valeur des instruments financiers (+15,2 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012), dont -0,1 million d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 relatif aux actifs financiers disponibles à la vente (+0,2 million d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012), -18,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 relatifs aux couvertures de flux de trésorerie (part efficace) (+15,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

## Bilan consolidé actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	E.6.	11 739,9	11 693,7	11 803,2
Autres immobilisations incorporelles		50,3	44,7	49,2
Immobilisations corporelles	E.7.	864,4	835,8	879,6
Participations dans les sociétés mises en équivalence	E.8.	15,5	14,7	15,3
Autres actifs financiers non courants	E.9.	13,7	12,0	13,6
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	E.14.	483,0	486,1	538,7
<b>Total actifs non courants</b>		<b>13 166,8</b>	<b>13 087,0</b>	<b>13 299,6</b>
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et travaux en cours	E.13.1.	7,6	9,4	8,7
Clients et autres débiteurs	E.13.1.	257,8	239,6	249,6
Autres actifs courants d'exploitation	E.13.1.	127,3	137,8	162,2
Autres actifs courants hors exploitation		9,6	11,9	11,9
Actifs d'impôt exigible		30,3	16,8	0,2
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	E.14.	98,4	93,5	85,7
Actifs financiers de gestion de trésorerie	E.14.		0,1	0,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie	E.14.	53,3	42,1	135,5
<b>Total actifs courants</b>		<b>584,3</b>	<b>551,2</b>	<b>654,0</b>
<b>Total actifs</b>		<b>13 751,1</b>	<b>13 638,2</b>	<b>13 953,6</b>

## Bilan consolidé passif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012(*)	31/12/2012(*)
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social		29,3	29,3	29,3
Réserves consolidées		292,6	147,4	17,6
Réserves de conversion		0,4	0,9	0,4
Résultat net – part du Groupe		325,6	340,7	787,0
Opérations enregistrées directement en capitaux propres	E.10.2.	(158,2)	(178,8)	(191,0)
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>		<b>489,7</b>	<b>339,5</b>	<b>643,3</b>
Intérêts minoritaires	E.10.4.	3,6	3,5	4,0
<b>Total capitaux propres</b>		<b>493,3</b>	<b>343,0</b>	<b>647,3</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Provisions non courantes	E.12.	113,7	103,3	107,9
Emprunts obligataires	E.14.	5 787,9	4 799,9	4 950,7
Autres emprunts et dettes financières	E.14.	4 544,5	4 848,4	5 218,6
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	E.14.	137,9	152,9	197,2
Autres passifs non courants		15,3	14,9	13,6
Impôts différés passifs		122,0	122,1	109,0
<b>Total passifs non courants</b>		<b>10 721,3</b>	<b>10 041,5</b>	<b>10 597,0</b>
<b>Passifs courants</b>				
Provisions courantes	E.13.2.	362,2	352,4	363,1
Fournisseurs	E.13.1.	66,5	63,5	67,9
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	E.14.	31,5	37,5	29,2
Autres passifs courants d'exploitation	E.13.1.	366,4	337,4	361,9
Autres passifs courants hors exploitation		326,4	388,3	374,5
Passifs d'impôt exigible		0,2	0,1	20,2
Dettes financières courantes	E.14.	1 383,3	2 074,0	1 492,3
Trésorerie passive	E.14.		0,5	0,2
<b>Total passifs courants</b>		<b>2 536,5</b>	<b>3 253,7</b>	<b>2 709,3</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>		<b>13 751,1</b>	<b>13 638,2</b>	<b>13 953,6</b>

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012 <sup>(*)</sup>	Exercice 2012 <sup>(*)</sup>
<b>Résultat net consolidé de la période (y compris les intérêts minoritaires)</b>	<b>326,5</b>	<b>341,4</b>	<b>788,4</b>
Dotations nettes aux amortissements	332,8	283,4	580,3
Dotations (reprises) nettes aux provisions	0,2	(0,9)	(1,4)
Païement en actions (IFRS 2) et autres retraitements	(0,2)	5,5	16,4
Résultat sur cessions	0,7	(0,8)	(0,3)
Variation de la juste valeur des instruments financiers			
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, dividendes des sociétés non consolidées et résultat des activités en cours de cession	(0,5)	(1,7)	(2,7)
Coûts d'emprunts immobilisés	(12,3)	(35,0)	(70,1)
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	217,8	229,1	447,2
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	188,6	193,3	449,0
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts</b>	<b>1 053,6</b>	<b>1 014,3</b>	<b>2 206,8</b>
Variations du BFR liées à l'activité et des provisions courantes	28,3	(4,2)	(7,1)
Impôts payés	(240,7)	(247,6)	(476,3)
Intérêts financiers nets payés	(238,7)	(248,0)	(433,7)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b> I	<b>602,5</b>	<b>514,5</b>	<b>1 289,7</b>
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(6,4)	(10,9)	(23,1)
Cession des immobilisations corporelles et incorporelles			
<b>Investissements opérationnels (nets de cessions)</b>	<b>(6,4)</b>	<b>(10,9)</b>	<b>(23,1)</b>
<b>Cash flow opérationnel</b>	<b>596,1</b>	<b>503,6</b>	<b>1 266,6</b>
Investissements en immobilisations du domaine concédé (net de subventions reçues)	(286,1)	(440,7)	(862,7)
Cession des immobilisations du domaine concédé	2,8	(0,3)	
<b>Investissements du domaine concédé</b>	<b>(283,3)</b>	<b>(441,0)</b>	<b>(862,7)</b>
<b>Cash flow libre (après investissements)</b>	<b>312,8</b>	<b>62,6</b>	<b>403,9</b>
Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)			(0,1)
Cession de titres de participation (consolidés et non consolidés)	0,7		
Incidence nette des variations de périmètre	(0,3)		
<b>Investissements financiers nets</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,1)</b>
Autres	0,6	0,7	0,4
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements</b> II	<b>(288,7)</b>	<b>(451,2)</b>	<b>(885,5)</b>
Dividendes payés			
- aux actionnaires d'ASF	(508,2)	(55,4)	(187,1)
- aux minoritaires des sociétés intégrées	(1,3)	(0,2)	(0,2)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts long terme	926,9	52,2	1 320,5
Remboursements d'emprunts long terme	(456,7)	(15,1)	(426,9)
Variation des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes	(356,3)	(72,0)	(1 043,8)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b> III	<b>(395,6)</b>	<b>(90,5)</b>	<b>(337,5)</b>
<b>Variation de la trésorerie nette</b> I + II + III	<b>(81,8)</b>	<b>(27,2)</b>	<b>66,7</b>
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>	<b>135,3</b>	<b>68,6</b>	<b>68,6</b>
Autres variations	(0,2)	0,2	
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	<b>53,3</b>	<b>41,6</b>	<b>135,3</b>
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie	356,3	72,0	1 043,8
(Émission) remboursement des emprunts	(470,2)	(37,1)	(893,6)
Autres variations	73,6	(25,6)	(71,3)
<b>Variation de l'endettement net</b>	<b>(122,3)</b>	<b>(17,7)</b>	<b>145,6</b>
<b>Endettement net en début de période</b>	<b>(11 128,1)</b>	<b>(11 273,7)</b>	<b>(11 273,7)</b>
<b>Endettement net en fin de période</b>	<b>(11 250,4)</b>	<b>(11 291,4)</b>	<b>(11 128,1)</b>

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

## Variation des capitaux propres consolidés

	Capitaux propres – part du Groupe							
	Capital social	Réserves consolidées	Résultat net	Réserves de conversion	Opérations enregistrées directement en capitaux propres	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Capitaux propres 31/12/2011 (*)</b>	<b>29,3</b>	<b>(581,9)</b>	<b>788,8</b>	<b>0,7</b>	<b>(140,0)</b>	<b>96,9</b>	<b>3,0</b>	<b>99,9</b>
Résultat net de la période (*)			340,7			340,7	0,7	341,4
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres (*)				0,2	(38,8)	(38,6)		(38,6)
<b>Résultat global de la période (*)</b>			<b>340,7</b>	<b>0,2</b>	<b>(38,8)</b>	<b>302,1</b>	<b>0,7</b>	<b>302,8</b>
Affectation de résultat et dividendes distribués		733,4	(788,8)			(55,4)	(0,2)	(55,6)
Variation de périmètre (voir note E.8.)								
Paiement en actions (IFRS 2)		(4,1)				(4,1)		(4,1)
<b>Capitaux propres 30/06/2012 (*)</b>	<b>29,3</b>	<b>147,4</b>	<b>340,7</b>	<b>0,9</b>	<b>(178,8)</b>	<b>339,5</b>	<b>3,5</b>	<b>343,0</b>
Résultat net de la période (*)			446,3			446,3	0,6	446,9
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres (*)				(0,5)	(12,2)	(12,7)	(0,1)	(12,8)
<b>Résultat global de la période (*)</b>			<b>446,3</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(12,2)</b>	<b>433,6</b>	<b>0,5</b>	<b>434,1</b>
Affectation de résultat et dividendes distribués		(131,7)				(131,7)		(131,7)
Variation de périmètre (voir note E.8.)								
Paiements en actions (IFRS 2)		1,9				1,9		1,9
<b>Capitaux propres 31/12/2012 (*)</b>	<b>29,3</b>	<b>17,6</b>	<b>787,0</b>	<b>0,4</b>	<b>(191,0)</b>	<b>643,3</b>	<b>4,0</b>	<b>647,3</b>
Résultat net de la période			325,6			325,6	0,9	326,5
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres					32,8	32,8		32,8
<b>Résultat global de la période</b>			<b>325,6</b>		<b>32,8</b>	<b>358,4</b>	<b>0,9</b>	<b>359,3</b>
Affectation de résultat et dividendes distribués		278,5	(786,7)			(508,2)	(1,3)	(509,5)
Variation de périmètre (voir note E.8.)		0,3	(0,3)					
Paiements en actions (IFRS 2)		(3,8)				(3,8)		(3,8)
<b>Capitaux propres 30/06/2013</b>	<b>29,3</b>	<b>292,6</b>	<b>325,6</b>	<b>0,4</b>	<b>(158,2)</b>	<b>489,7</b>	<b>3,6</b>	<b>493,3</b>

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

---

<b>A.</b>	<b>Saisonnalité de l'activité</b>	<b>21</b>
<b>B.</b>	<b>Principes comptables, méthodes d'évaluation et changement de méthode</b>	<b>21</b>
B.1.	Principes généraux	21
B.2.	Méthodes de consolidation	22
B.3.	Règles et méthodes d'évaluation	23
B.4.	Changement de méthode comptable: application d'IAS 19 amendée "Avantages du personnel"	25
<b>C.</b>	<b>Information sectorielle</b>	<b>29</b>
<b>D.</b>	<b>Notes relatives au compte de résultat</b>	<b>29</b>
D.1.	Chiffre d'affaires	29
D.2.	Résultat opérationnel	31
D.3.	Charges et produits financiers	32
D.4.	Impôts sur les bénéficiaires	32
D.5.	Résultat par action	32
<b>E.</b>	<b>Notes relatives au bilan</b>	<b>33</b>
E.6.	Immobilisations incorporelles du domaine concédé	33
E.7.	Immobilisations corporelles	34
E.8.	Participations dans les sociétés mises en équivalence	34
E.9.	Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants	35
E.10.	Capitaux propres (hors paiements en actions)	35
E.11.	Paiements en actions	36
E.12.	Provisions non courantes	37
E.13.	Besoin en fonds de roulement et provisions courantes	38
E.14.	Informations relatives à l'endettement financier net	39
E.15.	Informations relatives à la gestion des risques financiers	41
E.16.	Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable	42
<b>F.</b>	<b>Autres notes</b>	<b>44</b>
F.17.	Transactions avec les parties liées	44
F.18.	Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession	44
<b>G.</b>	<b>Note sur les litiges</b>	<b>44</b>
<b>H.</b>	<b>Événements postérieurs à la clôture</b>	<b>44</b>
	Versement d'un acompte sur dividende	44
	Rapport annuel d'exécution	44

---

## A. Saisonnalité de l'activité

Le premier semestre de l'exercice est marqué par la saisonnalité de l'activité du Groupe.

En effet, dans les sociétés de concessions autoroutières, le volume de trafic au premier semestre est inférieur à celui du second semestre, en raison du niveau élevé du trafic des véhicules légers constaté durant la période estivale. Au cours des derniers exercices, le chiffre d'affaires du premier semestre représentait entre 46 % à 47 % du chiffre d'affaires de l'année, selon les réseaux et les années.

Le niveau du chiffre d'affaires et celui des résultats du premier semestre ne peuvent donc pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

La saisonnalité de l'activité se traduit par une consommation de la trésorerie d'exploitation au cours du premier semestre, en raison du moindre niveau des encaissements durant cette période et du profil de dégagement du cash-flow opérationnel, dont une grande partie est réalisée au second semestre.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêt semestriel.

Les charges et produits facturés sur une base annuelle (ex. redevances de brevets, licences) sont pris en compte sur la base d'une estimation annuelle au prorata de la période écoulée.

Les risques nés dans le semestre sont provisionnés à la clôture de la période.

## B. Principes comptables, méthodes d'évaluation et changement de méthode

### B.1. Principes généraux

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 juillet 2013. S'agissant de comptes consolidés résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes consolidés annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2013.

Les principes comptables retenus au 30 juin 2013 sont les mêmes que ceux utilisés pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2012, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables de façon obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (voir note B.1.1. "Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013").

#### B.1.1. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013

Les impacts inhérents à l'application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 des nouvelles dispositions de la norme IAS 19 sont décrits dans la note B.4. "Changement de méthode comptable: application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel".

Les autres normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 sont sans impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2013. Elles concernent principalement:

- IFRS 13 "Évaluation de la juste valeur", voir note B.3.2.;
- IAS 1 amendée "Présentation des autres éléments du résultat global";
- IFRS 7 amendée "Informations à fournir dans le cadre de compensations d'actifs et de passifs financiers";
- Améliorations annuelles, cycle 2009-2011.

## B.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2013

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-après dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 " États financiers consolidés " ;
- IFRS 11 " Partenariats " ;
- IFRS 12 " Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités " ;
- IAS 27 révisée " États financiers individuels " ;
- IAS 28 révisée " Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises " ;
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 " Dispositions transitoires " .

Autres normes :

- IFRS 9 " Instruments financiers, classification et évaluation " ;
- IAS 32 amendée " Compensation d'actifs et de passifs financiers " ;
- Modification d'IAS 36 " Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers " ;
- IFRIC 21 " Droits ou taxes " .

Le Groupe ASF mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

## B.2. Méthodes de consolidation

### B.2.1. Périmètre et méthodes de consolidation

La cession de la société Radio Trafic FM (RTFM) est intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'impact de la sortie sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2013 est non significatif sur le bilan consolidé et représente une charge de 0,3 million d'euros sur le résultat consolidé de la période et un résultat de cession positif de 0,3 million au 30 juin 2013.

Les sociétés dont ASF détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne les sociétés Escota, Jamaican Infrastructure Operator (JIO), Truck Etape et Openly.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Cela concerne les actions détenues dans les sociétés TransJamaican Highway et Axxès.

Les comptes consolidés ASF regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions d'euros, ainsi que ceux des entités de chiffre d'affaires inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Le périmètre de consolidation a évolué comme suit depuis le 31 décembre 2012 :

<i>(en nombre de sociétés)</i>	30/06/2013			31/12/2012			30/06/2012		
	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger
Intégration globale	5	4	1	6	5	1	6	5	1
Mise en équivalence	2	1	1	2	1	1	2	1	1
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>2</b>

### B.2.2. Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actifs et de passifs, de produits et de charges entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales contrôlées ;
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

### B.2.3. Conversion des états financiers des sociétés étrangères et des établissements étrangers

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écarts de conversion dans les autres éléments du résultat global.

### B.2.4. Opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change à la date de clôture de la période. Les pertes et gains de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits financiers et autres charges financières au compte de résultat.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les instruments dérivés de change qualifiés en couverture d'investissement net dans les filiales étrangères sont enregistrés dans la rubrique écarts de conversion des capitaux propres.

### B.2.5. Transactions entre actionnaires, acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle

Conformément à la norme IAS 27 révisée, les acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires, sans impact sur le contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. La différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d'intérêt dans des entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres part du Groupe. De la même manière, une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée est traitée comptablement comme une opération de capitaux propres, sans impact sur le résultat.

## B.3. Règles et méthodes d'évaluation

### B.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les conséquences de la crise économique et financière en Europe, notamment sur la volatilité des marchés financiers, l'accès au financement et la croissance économique, rendent difficile l'appréhension des perspectives à moyen terme pour les entreprises. Ainsi, les comptes consolidés semestriels de l'exercice ont été établis par référence à l'environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-après.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2);
- évaluations des engagements de retraite;
- évaluations des provisions;
- détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les avantages au personnel (IAS 19);
- valorisation des instruments financiers à la juste valeur.

### B.3.2. Évaluation de la juste valeur

La norme IFRS 13 "Évaluation de la juste valeur" est d'application prospective pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le Groupe a principalement recours à la juste valeur pour l'évaluation, sur une base récurrente au bilan, de ses instruments dérivés, ses actifs financiers disponibles à la vente cotés et ses actifs financiers de gestion de trésorerie. Les justes valeurs des autres instruments financiers (instruments de dettes et prêts et créances au coût amorti notamment) sont communiquées en annexe aux comptes consolidés semestriels résumés en note E.16. "Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable".

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Elle est constatée sur le marché principal de l'actif ou du passif (ou le plus avantageux, si absence de marché principal), c'est-à-dire celui qui offre le plus grand volume et le meilleur niveau d'activité.

Les hypothèses et les caractéristiques retenues pour évaluer un actif ou un passif sont celles que des intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif (risque de non performance, caractéristiques propres et éventuelles restrictions notamment), considérant que les participants du marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. L'évaluation de la juste valeur d'un actif non financier tient également compte de la capacité d'un intervenant du marché à générer un avantage économique en utilisant l'actif de façon optimale ou en le vendant à un tiers qui en ferait une utilisation optimale. L'utilisation optimale prend en considération l'utilisation de l'actif qui est légalement et physiquement possible et financièrement réalisable.

Pour déterminer ces justes valeurs, le Groupe utilise les méthodes d'évaluation suivantes :

- approches de marché, fondées sur des prix ou transactions de marché observables ;
- approches par le revenu, qui convertissent la somme de flux de trésorerie futurs en un montant unique actualisé ;
- approches par les coûts, qui prennent en considération l'obsolescence physique, technologique et économique de l'actif évalué.

Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement et certains actifs financiers disponibles à la vente et emprunts obligataires cotés sont valorisés ainsi ;
- niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématique usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la juste valeur de la plupart des instruments financiers dérivés (swaps, caps, floors...) négociés sur les marchés est opéré sur la base de modèles internes communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Les valorisations d'instruments dérivés calculées en interne font l'objet à chaque trimestre de contrôles de cohérence avec celles transmises par les contreparties ;

- niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables : ce modèle s'applique notamment aux relations clients et aux contrats acquis lors de regroupements d'entreprises ainsi qu'aux titres de participation non cotés, lesquels sont valorisés à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction, en l'absence de marché actif.

### B.3.3. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

#### B.3.3.1. Évaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt effectif estimé de chaque société du périmètre de consolidation pour l'exercice 2013 (y compris impôts différés). Ce taux est, le cas échéant, ajusté des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

#### B.3.3.2. Engagements de retraite

Il n'est pas effectué de nouveau calcul actuariel complet à la clôture des comptes consolidés semestriels résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraite est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2013 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2012. Les impacts liés aux variations d'hypothèses sur les avantages postérieurs à l'emploi (taux d'actualisation et taux d'inflation à long terme) intervenues sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013 sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

## B.4. Changement de méthode comptable : application d'IAS 19 amendée "Avantages du personnel"

Le Groupe applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 les dispositions de la norme IAS 19 amendée "Avantages du personnel" qui introduit plusieurs modifications sur la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi, dont notamment :

- la reconnaissance au bilan consolidé de l'intégralité des avantages postérieurs à l'emploi accordés aux salariés du Groupe. L'option du corridor et la possibilité d'amortir en résultat le coût des services passés sur la durée moyenne d'acquisition des droits par les salariés sont supprimées;
- le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est désormais calculé sur le même taux que le taux d'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies;
- la comptabilisation en résultat des impacts afférents aux modifications de régimes;
- la reconnaissance des impacts de réestimation en autres éléments du résultat global : gains et pertes actuariels sur l'engagement, surperformance (sous-performance) des actifs du régime, c'est-à-dire l'écart entre le rendement effectif des actifs du régime et leur rémunération calculée sur la base du taux d'actualisation de la dette actuarielle et variation de l'effet du plafonnement de l'actif. Ces impacts sont présentés dans l'état du résultat global consolidé.

La norme IAS 19 amendée "Avantages du personnel" étant d'application rétrospective, les impacts du changement de méthode comptable sur la période comparative 2012 et sur les bilans du 30 juin 2012 et du 31 décembre 2012 sont présentés ci-après.

### B.4.1. Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2012 publié	Impact IAS 19 amendée	1 <sup>er</sup> semestre 2012 retraité	Exercice 2012 publié	Impact IAS 19 amendée	Exercice 2012 retraité
<b>Chiffre d'affaires (*)</b>	<b>1 482,8</b>		<b>1 482,8</b>	<b>3 191,6</b>		<b>3 191,6</b>
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	338,7		338,7	647,5		647,5
Total chiffre d'affaires	1 821,5	0,0	1 821,5	3 839,1	0,0	3 839,1
Produits des activités annexes	7,7		7,7	19,0		19,0
Charges opérationnelles	(1 086,9)	(0,9)	(1 087,8)	(2 214,0)	(1,7)	(2 215,7)
<b>Résultat opérationnel sur activité</b>	<b>742,3</b>	<b>(0,9)</b>	<b>741,4</b>	<b>1 644,1</b>	<b>(1,7)</b>	<b>1 642,4</b>
Paiement en actions (IFRS 2)	(1,9)		(1,9)	(3,9)		(3,9)
Résultats des sociétés mises en équivalence	1,3		1,3	2,2		2,2
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>741,7</b>	<b>(0,9)</b>	<b>740,8</b>	<b>1 642,4</b>	<b>(1,7)</b>	<b>1 640,7</b>
Coût de l'endettement financier brut	(229,7)		(229,7)	(448,3)		(448,3)
Produits financiers des placements de trésorerie	0,6		0,6	1,1		1,1
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(229,1)</b>	<b>0,0</b>	<b>(229,1)</b>	<b>(447,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>(447,2)</b>
Autres produits financiers	35,4		35,4	70,6		70,6
Autres charges financières	(12,9)	0,5	(12,4)	(27,6)	0,9	(26,7)
Impôts sur les bénéfices	(193,5)	0,2	(193,3)	(449,3)	0,3	(449,0)
<b>Résultat net</b>	<b>341,6</b>	<b>(0,2)</b>	<b>341,4</b>	<b>788,9</b>	<b>(0,5)</b>	<b>788,4</b>
Résultat net – part des intérêts minoritaires	0,7		0,7	1,4		1,4
<b>Résultat net – part du Groupe</b>	<b>340,9</b>	<b>(0,2)</b>	<b>340,7</b>	<b>787,5</b>	<b>(0,5)</b>	<b>787,0</b>
<b>Résultat net par action part du Groupe</b>						
Résultat net par action (en euros)	1,476	(0,001)	1,475	3,409	(0,002)	3,407
Résultat net dilué par action (en euros)	1,476	(0,001)	1,475	3,409	(0,002)	3,407

(\*) Hors chiffres d'affaires travaux des sociétés concessionnaires.

Les impacts de la norme IAS 19 amendée sur le compte de résultat consolidé 2012 résultent principalement :

- de l'annulation en résultat opérationnel sur activité de l'amortissement des pertes et gains actuariels et
- de la reconnaissance en résultat financier d'intérêts sur actifs de régime recalculés sur la base du taux d'actualisation de l'engagement au titre des prestations définies. L'écart entre ce rendement nominal calculé et le rendement réel des actifs a été comptabilisé en autres éléments du résultat global (écarts actuariels sur actifs de couverture, gains et pertes d'expérience).

## B.4.2. Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2012

Capitaux propres – part du Groupe								
(en millions d'euros)	Capital social	Réserves consolidées	Résultat net	Réserves de conversion	Opérations enregistrées directement en capitaux propres	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres 01/01/2012 publiés</b>	<b>29,3</b>	<b>(579,6)</b>	<b>788,8</b>	<b>0,7</b>	<b>(140,0)</b>	<b>99,2</b>	<b>3,0</b>	<b>102,2</b>
Impacts IAS 19 amendée		(2,3)				(2,3)		(2,3)
<b>Capitaux propres 01/01/2012 retraités</b>	<b>29,3</b>	<b>(581,9)</b>	<b>788,8</b>	<b>0,7</b>	<b>(140,0)</b>	<b>96,9</b>	<b>3,0</b>	<b>99,9</b>

Les impacts de la norme IAS 19 amendée sur les capitaux propres du 1<sup>er</sup> janvier 2012 résultent principalement de la reconnaissance des pertes actuarielles antérieurement non comptabilisées, nettes d'impôts différés.

## B.4.3. Bilan consolidé

(en millions d'euros)	30/06/2012 publié	Impact IAS 19 amendée	30/06/2012 retraité	31/12/2012 publié	Impact IAS 19 amendée	31/12/2012 retraité
<b>Actifs non courants</b>						
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	11 693,7		11 693,7	11 803,2		11 803,2
Autres immobilisations incorporelles	44,7		44,7	49,2		49,2
Immobilisations corporelles	835,8		835,8	879,6		879,6
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14,7		14,7	15,3		15,3
Autres actifs financiers non courants	12,0		12,0	13,6		13,6
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	486,1		486,1	538,7		538,7
<b>Total actifs non courants</b>	<b>13 087,0</b>	<b>0,0</b>	<b>13 087,0</b>	<b>13 299,6</b>	<b>0,0</b>	<b>13 299,6</b>
<b>Actifs courants</b>						
Stocks et travaux en cours	9,4		9,4	8,7		8,7
Clients	239,6		239,6	249,6		249,6
Autres actifs courants d'exploitation	137,8		137,8	162,2		162,2
Autres actifs courants hors exploitation	11,9		11,9	11,9		11,9
Actifs d'impôt exigible	16,8		16,8	0,2		0,2
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	93,5		93,5	85,7		85,7
Actifs financiers de gestion de trésorerie	0,1		0,1	0,2		0,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie	42,1		42,1	135,5		135,5
<b>Total actifs courants</b>	<b>551,2</b>	<b>0,0</b>	<b>551,2</b>	<b>654,0</b>	<b>0,0</b>	<b>654,0</b>
<b>Total actifs</b>	<b>13 638,2</b>	<b>0,0</b>	<b>13 638,2</b>	<b>13 953,6</b>	<b>0,0</b>	<b>13 953,6</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012 publié	Impact IAS 19 amendée	30/06/2012 retraité	31/12/2012 publié	Impact IAS 19 amendée	31/12/2012 retraité
<b>Capitaux propres</b>						
Capital social	29,3		29,3	29,3		29,3
Réserves consolidées	149,7	(2,3)	147,4	19,9	(2,3)	17,6
Réserves de conversion	0,9		0,9	0,4		0,4
Résultat net – part du Groupe	340,9	(0,2)	340,7	787,5	(0,5)	787,0
Opérations enregistrées directement en capitaux propres	(169,5)	(9,3)	(178,8)	(177,4)	(13,6)	(191,0)
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>	<b>351,3</b>	<b>(11,8)</b>	<b>339,5</b>	<b>659,7</b>	<b>(16,4)</b>	<b>643,3</b>
Intérêts minoritaires	3,5		3,5	4,1	(0,1)	4,0
<b>Total capitaux propres</b>	<b>354,8</b>	<b>(11,8)</b>	<b>343,0</b>	<b>663,8</b>	<b>(16,5)</b>	<b>647,3</b>
<b>Passifs non courants</b>						
Provisions non courantes	85,4	17,9	103,3	83,0	24,9	107,9
Emprunts obligataires	4 799,9		4 799,9	4 950,7		4 950,7
Autres emprunts et dettes financières	4 848,4		4 848,4	5 218,6		5 218,6
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	152,9		152,9	197,2		197,2
Autres passifs non courants	14,9		14,9	13,6		13,6
Impôts différés passifs	128,3	(6,2)	122,1	117,7	(8,7)	109,0
<b>Total passifs non courants</b>	<b>10 029,8</b>	<b>11,7</b>	<b>10 041,5</b>	<b>10 580,8</b>	<b>16,2</b>	<b>10 597,0</b>
<b>Passifs courants</b>						
Provisions courantes	352,4		352,4	363,1		363,1
Fournisseurs	63,5		63,5	67,9		67,9
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	37,5		37,5	29,2		29,2
Autres passifs courants d'exploitation	337,4		337,4	361,9		361,9
Autres passifs courants hors exploitation	388,2	0,1	388,3	374,2	0,3	374,5
Passifs d'impôt exigible	0,1		0,1	20,2		20,2
Dettes financières courantes	2 074,0		2 074,0	1 492,3		1 492,3
Trésorerie passive	0,5		0,5	0,2		0,2
<b>Total passifs courants</b>	<b>3 253,6</b>	<b>0,1</b>	<b>3 253,7</b>	<b>2 709,0</b>	<b>0,3</b>	<b>2 709,3</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>	<b>13 638,2</b>	<b>0,0</b>	<b>13 638,2</b>	<b>13 953,6</b>	<b>0,0</b>	<b>13 953,6</b>

Les retraitements enregistrés au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012 sont principalement liés à la reconnaissance des pertes actuarielles antérieurement non comptabilisées.

#### B.4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

	1 <sup>er</sup> semestre 2012 publié	Impact IAS 19 amendée	1 <sup>er</sup> semestre 2012 retraité	Exercice 2012 publié	Impact IAS 19 amendée	Exercice 2012 retraité
<i>(en millions d'euros)</i>						
<b>Résultat net consolidé de la période (y compris les intérêts minoritaires)</b>	<b>341,6</b>	<b>(0,2)</b>	<b>341,4</b>	<b>788,9</b>	<b>(0,5)</b>	<b>788,4</b>
Dotations nettes aux amortissements	283,4		283,4	580,3		580,3
Dotations (reprises) nettes aux provisions	(1,3)	0,4	(0,9)	(2,3)	0,9	(1,4)
Paiement en actions (IFRS2) et autres retraitements	5,5		5,5	16,4		16,4
Résultat sur cessions	(0,8)		(0,8)	(0,3)		(0,3)
Variation de la juste valeur des instruments financiers						
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, dividendes des sociétés non consolidées et résultat des activités en cours de cession	(1,7)		(1,7)	(2,7)		(2,7)
Coûts d'emprunt immobilisés	(35,0)		(35,0)	(70,1)		(70,1)
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	229,1		229,1	447,2		447,2
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	193,5	(0,2)	193,3	449,3	(0,3)	449,0
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts</b>	<b>1 014,3</b>	<b>0,0</b>	<b>1 014,3</b>	<b>2 206,7</b>	<b>0,1</b>	<b>2 206,8</b>
Variations du BFR liées à l'activité et des provisions courantes	(4,2)		(4,2)	(7,0)	(0,1)	(7,1)
Impôts payés	(247,6)		(247,6)	(476,3)		(476,3)
Intérêts financiers nets payés	(248,0)		(248,0)	(433,7)		(433,7)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence						
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité (I)</b>	<b>514,5</b>	<b>0,0</b>	<b>514,5</b>	<b>1 289,7</b>	<b>0,0</b>	<b>1 289,7</b>
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>(10,9)</i>		<i>(10,9)</i>	<i>(23,1)</i>		<i>(23,1)</i>
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>						
<b>Investissements opérationnels (nets de cessions)</b>	<b>(10,9)</b>	<b>0,0</b>	<b>(10,9)</b>	<b>(23,1)</b>	<b>0,0</b>	<b>(23,1)</b>
<b>Cash flow opérationnel</b>	<b>503,6</b>	<b>0,0</b>	<b>503,6</b>	<b>1 266,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1 266,6</b>
<i>Investissements en immobilisations du domaine concédé (net de subventions reçues)</i>	<i>(440,7)</i>		<i>(440,7)</i>	<i>(862,7)</i>		<i>(862,7)</i>
<i>Cession des immobilisations du domaine concédé</i>	<i>(0,3)</i>		<i>(0,3)</i>			
<b>Investissements du domaine concédé</b>	<b>(441,0)</b>	<b>0,0</b>	<b>(441,0)</b>	<b>(862,7)</b>	<b>0,0</b>	<b>(862,7)</b>
<b>Cash flow libre (après investissements)</b>	<b>62,6</b>	<b>(0,0)</b>	<b>62,6</b>	<b>403,9</b>	<b>(0,0)</b>	<b>403,9</b>
<i>Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)</i>				<i>(0,1)</i>		<i>(0,1)</i>
<i>Cession de titres de participation (consolidés et non consolidés)</i>						
<i>Incidence nette des variations de périmètre</i>						
<b>Investissements financiers nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,1)</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,1)</b>
Autres	0,7		0,7	0,4		0,4
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements (II)</b>	<b>(451,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>(451,2)</b>	<b>(885,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>(885,5)</b>
Dividendes payés						
<i>- aux actionnaires d'ASF</i>	<i>(55,4)</i>		<i>(55,4)</i>	<i>(187,1)</i>		<i>(187,1)</i>
<i>- aux minoritaires des sociétés intégrées</i>	<i>(0,2)</i>		<i>(0,2)</i>	<i>(0,2)</i>		<i>(0,2)</i>
Encaissements liés aux nouveaux emprunts long terme	52,2		52,2	1 320,5		1 320,5
Remboursements d'emprunts long terme	(15,1)		(15,1)	(426,9)		(426,9)
Variation des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes	(72,0)		(72,0)	(1 043,8)		(1 043,8)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (III)</b>	<b>(90,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>(90,5)</b>	<b>(337,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>(337,5)</b>
<b>Variation de la trésorerie nette (I + II + III)</b>	<b>(27,2)</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(27,2)</b>	<b>66,7</b>	<b>(0,0)</b>	<b>66,7</b>
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>	<b>68,6</b>	<b>0,0</b>	<b>68,6</b>	<b>68,6</b>	<b>0,0</b>	<b>68,6</b>
Autres variations	0,2		0,2			
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	<b>41,6</b>	<b>0,0</b>	<b>41,6</b>	<b>135,3</b>	<b>0,0</b>	<b>135,3</b>
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie	72,0		72,0	1 043,8		1 043,8
(Émission) remboursement des emprunts	(37,1)		(37,1)	(893,6)		(893,6)
Autres variations	(25,6)		(25,6)	(71,3)		(71,3)
<b>Variation de l'endettement net</b>	<b>(17,7)</b>	<b>0,0</b>	<b>(17,7)</b>	<b>145,6</b>	<b>0,0</b>	<b>145,6</b>
<b>Endettement net en début de période</b>	<b>(11 273,7)</b>	<b>0,0</b>	<b>(11 273,7)</b>	<b>(11 273,7)</b>	<b>0,0</b>	<b>(11 273,7)</b>
<b>Endettement net en fin de période</b>	<b>(11 291,4)</b>	<b>0,0</b>	<b>(11 291,4)</b>	<b>(11 128,1)</b>	<b>0,0</b>	<b>(11 128,1)</b>

## C. Information sectorielle

Le Groupe ASF est géré en un seul secteur d'activité, l'activité de perception du péage à laquelle sont rattachées les redevances annexes (d'installations commerciales, de locations de mise à disposition de fibres optiques, de stations de télécommunications, d'emplacements de parking poids lourds).

## D. Notes relatives au compte de résultat

### D.1. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	Variation 2013/2012	Exercice 2012
Chiffre d'affaires péages	1 483,6	1 449,7	2,3%	3 120,0
Redevances des installations commerciales	22,0	20,6	6,8%	44,0
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	13,8	12,5	10,4%	27,6
<b>Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires</b>	<b>1 519,4</b>	<b>1 482,8</b>	<b>2,5%</b>	<b>3 191,6</b>
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	177,6	338,7	-47,6%	647,5
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>1 697,0</b>	<b>1 821,5</b>	<b>-6,8%</b>	<b>3 839,1</b>

La ventilation du Chiffre d'affaires en France et à l'Étranger et par société du Groupe est la suivante :

#### 1<sup>er</sup> semestre 2013

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires réalisé en France						À l'Étranger	Chiffre d'affaires 1 <sup>er</sup> semestre 2013
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
Chiffre d'affaires péages	1 167,7	315,9				1 483,6		1 483,6
Redevances des installations commerciales	18,3	3,7				22,0		22,0
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	6,5	2,1		0,1	1,2	9,9	3,9	13,8
<b>Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires</b>	<b>1 192,5</b>	<b>321,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1 515,5</b>	<b>3,9</b>	<b>1 519,4</b>
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	78,7%	21,2%	0,0%	0,0%	0,1%	100,0%		
Part dans le Chiffre d'affaires total	78,5%	21,2%	0,0%	0,0%	0,1%	99,7%	0,3%	100,0%
<b>Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires</b>	<b>123,7</b>	<b>53,9</b>				<b>177,6</b>		<b>177,6</b>
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>1 316,2</b>	<b>375,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1 693,1</b>	<b>3,9</b>	<b>1 697,0</b>

1<sup>er</sup> semestre 2012

	Chiffre d'affaires réalisé en France						À l'Étranger	Chiffre d'affaires 1 <sup>er</sup> semestre 2012
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires péages	1 135,5	314,2				1 449,7		1 449,7
Redevances des installations commerciales	17,1	3,5				20,6		20,6
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	5,7	1,7	0,8	0,1	1,3	9,6	2,9	12,5
<b>Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires</b>	<b>1 158,3</b>	<b>319,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1 479,9</b>	<b>2,9</b>	<b>1 482,8</b>
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	78,3 %	21,6 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %		
Part dans le Chiffre d'affaires total	78,1 %	21,5 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %
<b>Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires</b>	<b>268,1</b>	<b>70,6</b>				<b>338,7</b>		<b>338,7</b>
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>1 426,4</b>	<b>390,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1 818,6</b>	<b>2,9</b>	<b>1 821,5</b>

Exercice 2012

	Chiffre d'affaires réalisé en France						À l'Étranger	Chiffre d'affaires Exercice 2012
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires péages	2 464,5	655,5				3 120,0		3 120,0
Redevances des installations commerciales	36,6	7,4				44,0		44,0
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	12,0	3,7	2,1	0,2	2,8	20,8	6,8	27,6
<b>Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires</b>	<b>2 513,1</b>	<b>666,6</b>	<b>2,1</b>	<b>0,2</b>	<b>2,8</b>	<b>3 184,8</b>	<b>6,8</b>	<b>3 191,6</b>
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	78,9 %	20,9 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %		
Part dans le Chiffre d'affaires total	78,7 %	20,9 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %
<b>Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires</b>	<b>491,0</b>	<b>156,5</b>				<b>647,5</b>		<b>647,5</b>
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>3 004,1</b>	<b>823,1</b>	<b>2,1</b>	<b>0,2</b>	<b>2,8</b>	<b>3 832,3</b>	<b>6,8</b>	<b>3 839,1</b>

## D.2. Résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012 <sup>(*)</sup>	Exercice 2012 <sup>(*)</sup>
<b>Chiffre d'affaires<sup>(**)</sup></b>	<b>1 519,4</b>	<b>1 482,8</b>	<b>3 191,6</b>
Chiffre d'affaires travaux	177,6	338,7	647,5
Total chiffre d'affaires	1 697,0	1 821,5	3 839,1
<b>Produits des activités annexes</b>	<b>13,1</b>	<b>7,7</b>	<b>19,0</b>
Achats consommés	(16,7)	(14,5)	(28,1)
Services extérieurs	(77,4)	(81,6)	(173,2)
Personnel intérimaire	(1,1)	(1,2)	(5,2)
Sous-traitance et charges de construction des sociétés concessionnaires	(185,7)	(346,2)	(661,3)
Impôts et taxes	(196,5)	(198,4)	(418,5)
Charges de personnel	(175,0)	(175,4)	(361,6)
Autres produits et charges opérationnels	(0,4)	1,2	1,5
Amortissements	(332,8)	(283,4)	(580,3)
Dotations nettes aux provisions	3,6	11,7	11,0
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>(982,0)</b>	<b>(1 087,8)</b>	<b>(2 215,7)</b>
<b>Résultat opérationnel sur activité</b>	<b>728,1</b>	<b>741,4</b>	<b>1 642,4</b>
% du chiffre d'affaires <sup>(**)</sup>	47,9%	50,0%	51,5%
Paiement en actions (IFRS 2)	(1,5)	(1,9)	(3,9)
Résultats des sociétés mises en équivalence	0,1	1,3	2,2
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>726,7</b>	<b>740,8</b>	<b>1 640,7</b>
% du chiffre d'affaires <sup>(**)</sup>	47,8%	50,0%	51,4%

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

(\*\*) Hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires.

Le résultat opérationnel sur activité correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant prise en compte des charges associées aux paiements en actions (IFRS 2) et de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence.

### D.3. Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012 (*)	Exercice 2012 (*)
Coût de l'endettement financier brut	(217,8)	(229,7)	(448,3)
Produits financiers des placements de trésorerie		0,6	1,1
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(217,8)</b>	<b>(229,1)</b>	<b>(447,2)</b>
Autres produits financiers	13,4	35,4	70,6
Autres charges financières	(7,2)	(12,4)	(26,7)
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>6,2</b>	<b>23,0</b>	<b>43,9</b>

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 217,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, en amélioration de 11,3 millions d'euros (229,1 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012). Cette diminution nette s'explique principalement par l'effet favorable :

- du refinancement, en 2012 et 2013, de dettes, notamment de dettes CNA, dont les taux d'intérêts étaient supérieurs au taux moyen et
- de la baisse des taux courts sur le coût des dettes à taux variables et à taux variables capés.

Les autres produits financiers intègrent notamment les coûts d'emprunts immobilisés sur les ouvrages du domaine concédé en cours de construction pour 12,3 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (35,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012), en baisse de 22,7 millions d'euros en raison notamment de la mise en service de la section A89 entre Balbigny et la Tour-de-Salvagny le 21 janvier 2013.

Les autres charges financières comprennent notamment les coûts d'actualisation relatifs aux actifs et passifs à plus d'un an pour un montant de 6,5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (12,4 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012). Ces coûts d'actualisation portent pour l'essentiel sur les provisions pour engagements de retraite à hauteur de 1,8 million d'euros de charges au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (2,0 millions d'euros de charges au 1<sup>er</sup> semestre 2012) et les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés à hauteur de 4,7 millions d'euros de charges au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (9,9 millions d'euros de charges au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

### D.4. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 188,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (193,3 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Le taux effectif d'impôt, hors part du Groupe dans les sociétés mises en équivalence et l'impôt sur la quote-part de dividendes reçus de la filiale Escota, est proche de 36,2 % sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013 comme au 1<sup>er</sup> semestre 2012.

### D.5. Résultat par action

Le nombre d'actions de la société est resté fixé à 230 978 001 depuis 2002. La société n'a pas acheté ses propres actions. Enfin, la société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions pondéré à prendre en considération pour le calcul au 1<sup>er</sup> semestre 2013, comme au 1<sup>er</sup> semestre 2012, du résultat par action tant de base que dilué est de 230 978 001. Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

## E. Notes relatives au bilan

### E.6. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coûts des infrastructures	Avances et Encours	Subventions d'investissements	Total
<b>Valeur brute</b>				
<b>Au 01/01/2012</b>	<b>16 915,7</b>	<b>1 970,2</b>	<b>(324,4)</b>	<b>18 561,5</b>
Acquisitions de la période <sup>(*)</sup>	143,0	574,6	(2,1)	715,5
Sorties de la période	(1,8)			(1,8)
Autres mouvements	500,1	(494,9)		5,2
<b>Au 31/12/2012</b>	<b>17 557,0</b>	<b>2 049,9</b>	<b>(326,5)</b>	<b>19 280,4</b>
Acquisitions de la période <sup>(*)</sup>	47,4	142,4	(1,6)	188,2
Sorties de la période	(0,1)			(0,1)
Autres mouvements	1 408,4	(1 379,6)		28,8
<b>Au 30/06/2013</b>	<b>19 012,7</b>	<b>812,7</b>	<b>(328,1)</b>	<b>19 497,3</b>
<b>Amortissements</b>				
<b>Au 01/01/2012</b>	<b>7 114,6</b>	<b>0,0</b>	<b>(113,1)</b>	<b>7 001,5</b>
Amortissements de la période	485,0		(8,2)	476,8
Sorties de la période	(1,1)			(1,1)
Autres mouvements				
<b>Au 31/12/2012</b>	<b>7 598,5</b>	<b>0,0</b>	<b>(121,3)</b>	<b>7 477,2</b>
Amortissements de la période	284,6		(4,4)	280,2
Sorties de la période				
Autres mouvements				
<b>Au 30/06/2013</b>	<b>7 883,1</b>	<b>0,0</b>	<b>(125,7)</b>	<b>7 757,4</b>
<b>Valeur nette</b>				
<b>Au 01/01/2012</b>	<b>9 801,1</b>	<b>1 970,2</b>	<b>(211,3)</b>	<b>11 560,0</b>
<b>Au 31/12/2012</b>	<b>9 958,5</b>	<b>2 049,9</b>	<b>(205,2)</b>	<b>11 803,2</b>
<b>Au 30/06/2013</b>	<b>11 129,6</b>	<b>812,7</b>	<b>(202,4)</b>	<b>11 739,9</b>

<sup>(\*)</sup> Y compris frais financiers immobilisés.

Les investissements du 1<sup>er</sup> semestre 2013 s'élèvent, hors frais financiers immobilisés, à 175,9 millions d'euros (645,4 millions d'euros pour l'année 2012).

Les coûts d'emprunts incorporés au 1<sup>er</sup> semestre 2013 dans le coût des immobilisations du domaine concédé avant leur mise en service s'élèvent à 12,3 millions d'euros (70,1 millions d'euros pour l'année 2012).

Les immobilisations incorporelles en cours du domaine concédé s'élèvent à 812,7 millions d'euros au 30 juin 2013 (2 049,9 millions d'euros au 31 décembre 2012). Cette baisse significative résulte notamment de la mise en service de la section de l'A89 - Balbigny / La Tour-de-Salvagny.

Les principales caractéristiques des contrats de concession relevant du modèle incorporel sont décrites en note D. " Note sur les principales caractéristiques des contrats de concession " du rapport financier annuel consolidé 2012. Les principaux engagements rattachés à ces contrats sont décrits en note F.18. " Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession " du présent rapport.

## E.7. Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	Immobilisations corporelles liées aux contrats de concession	Avances et encours sur Immobilisations corporelles liées aux contrats de concession	Subventions d'investissements sur immobilisations corporelles liées aux contrats de concession	Autres immobilisations corporelles	Subventions d'investissements autres	Total
<b>Valeur brute</b>						
Au 31/12/2012	1 981,3	291,5	(6,9)	8,5	(0,1)	2 274,3
Au 30/06/2013	2 003,9	277,8	(7,3)	5,9	(0,1)	2 280,2
<b>Amortissements</b>						
Au 31/12/2012	1 394,2	0,0	(6,0)	6,5	0,0	1 394,7
Au 30/06/2013	1 416,5	0,0	(6,2)	5,6	(0,1)	1 415,8
<b>Valeur nette</b>						
Au 31/12/2012	587,1	291,5	(0,9)	2,0	(0,1)	879,6
Au 30/06/2013	587,4	277,8	(1,1)	0,3	0,0	864,4

## E.8. Participations dans les sociétés mises en équivalence

### E.8.1. Variation au cours de la période

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Valeur des titres en début d'exercice	15,3	13,2
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	0,1	2,2
Dividendes distribués		
Variation de périmètre et écarts de conversion	0,1	(0,1)
Valeur des titres en fin d'exercice	15,5	15,3

### E.8.2. Informations financières sur les sociétés mises en équivalence

Les participations concernant les sociétés mises en équivalence s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2013		31/12/2012	
	Transjamaican Highway	Axxès	Transjamaican Highway	Axxès
<b>% de détention</b>	12,6 %	35,5 %	12,6 %	35,5 %
<b>Compte de résultat</b>				
Chiffre d'affaires	1,6	168,9	3,5	316,4
Résultat opérationnel	0,6	0,3	1,8	1,3
Résultat net	(0,2)	0,3	1,3	1,0
<b>Bilan</b>				
Actifs non courants	33,0	4,9	33,1	3,0
Actifs courants	3,3	126,8	3,1	121,3
Capitaux propres	9,0	6,5	9,1	6,2
Passifs non courants	27,1	2,0	26,9	0,1
Passifs courants	0,2	123,2	0,2	118,0
<b>Endettement financier net</b>	<b>(23,9)</b>	<b>27,1</b>	<b>(24,0)</b>	<b>28,1</b>

## E.9. Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Titres de participation évalués à la juste valeur	4,3	4,2
Titres de participation non cotés	0,7	0,7
<b>Actifs disponibles à la vente bruts</b>	<b>5,0</b>	<b>4,9</b>
Dépréciation		
<b>Actifs disponibles à la vente nets</b>	<b>5,0</b>	<b>4,9</b>
Prêts et créances au coût amorti	8,7	8,7
<b>Total</b>	<b>13,7</b>	<b>13,6</b>
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants(*)	483,0	538,7
<b>Autres actifs financiers et juste valeur des produits dérivés actifs non courants</b>	<b>496,7</b>	<b>552,3</b>

(\*) Voir note E. 15. "Informations relatives à la gestion des risques financiers".

Les actifs disponibles à la vente s'élevaient à 5,0 millions d'euros au 30 juin 2013 (4,9 millions d'euros au 31 décembre 2012). Ils concernent des titres de participation cotés pour 4,3 millions d'euros et des titres de participation non cotés pour 0,7 million d'euros dans les filiales dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par le Groupe.

Les prêts à long terme et autres créances, évalués au coût amorti, s'élevaient à 8,7 millions d'euros au 30 juin 2013, inchangés par rapport au 31 décembre 2012. Ils comprennent principalement des prêts correspondant à la participation des sociétés à l'effort construction.

La juste valeur des produits dérivés actifs non courants fait partie intégrante de l'endettement financier net (voir note E.14. "Informations relatives à l'endettement financier net" du présent rapport).

## E.10. Capitaux propres (hors paiements en actions)

### E.10.1. Actions

Le nombre d'actions de la société est resté stable à 230 978 001 depuis 2002 (voir note D.5. "Résultat par action" du présent rapport).

### E.10.2. Opérations constatées directement en capitaux propres

Les tableaux suivants détaillent par nature d'instruments financiers les mouvements sur ces éléments après impôts :

(en millions d'euros)	30/06/2013			31/12/2012(*)		
	Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total	Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>						
Réserve à l'ouverture	0,9		0,9	0,9		0,9
Variations de juste valeur de la période	0,2		0,2			
<b>Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture</b>	<b>I</b>	<b>1,1</b>	<b>0,0</b>	<b>1,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>						
Réserve à l'ouverture	(272,8)		(272,8)	(215,1)		(215,1)
Variations de juste valeur de la période	33,2		33,2	(77,3)		(77,3)
Éléments de juste valeur constatés en résultat	19,2		19,2	19,6		19,6
<b>Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture</b>	<b>II</b>	<b>(220,4)</b>	<b>0,0</b>	<b>(272,8)</b>	<b>0,0</b>	<b>(272,8)</b>
<b>Impact IAS 19 amendée</b>						
Réserve à l'ouverture	(20,7)	(0,1)	(20,8)	0,0		0,0
Variations de la période	(2,6)		(2,6)	(20,7)	(0,1)	(20,8)
<b>Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture</b>	<b>III</b>	<b>(23,3)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(20,7)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(20,8)</b>
<b>Réserve brute totale avant effet d'impôt à la clôture</b>	<b>I + II + III</b>	<b>(242,6)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(292,6)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(292,7)</b>
Effet impôt associé		84,4	84,4	101,6		101,6
<b>Réserve nette d'impôt</b>		<b>(158,2)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(191,0)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(191,1)</b>

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

Les variations de juste valeur relatives aux opérations de couverture de flux de trésorerie inscrites en capitaux propres concernent principalement la couverture d'émissions d'emprunts futurs (mise en place de swap de taux d'intérêts à départ décalé). Ces opérations sont décrites en note C.16.1.3. "Description des opérations de couverture de flux de trésorerie" du rapport financier annuel consolidé 2012.

### E.10.3. Dividendes

ASF a procédé au versement, en mars 2013, d'un dividende de 508,2 millions d'euros.

Les dividendes versés au titre des exercices 2012 et 2011 s'analysent de la façon suivante :

	2012	2011
<b>Acomptes sur dividende</b>		
Montant (en millions d'euros) (I)	131,7	859,3
Par action (en euros)	0,57	3,72
<b>Solde du dividende distribué</b>		
Montant (en millions d'euros) (II)	508,2	55,4
Par action (en euros)	2,20	0,24
<b>Dividende net global attribué à chaque action</b>		
Montant (en millions d'euros) (I) + (II)	639,8	914,7
Par action (en euros)	2,77	3,96

### E.10.4. Intérêts minoritaires

Aucune acquisition ou cession d'intérêts minoritaires n'a eu lieu au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

## E.11. Paiements en actions

### Avantages en actions consentis par VINCI aux salariés du Groupe ASF

Depuis l'acquisition du Groupe ASF par VINCI au mois de mars 2006, les salariés d'ASF et d'Escota bénéficient régulièrement de plans d'options d'achat, de plans d'options de souscription, de plans d'actions de performance et du plan d'épargne groupe octroyés par la société mère VINCI.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, le Groupe VINCI n'a pas attribué d'options de souscription ou d'achat d'actions.

La charge globale comptabilisée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 au titre des paiements en actions s'est élevée à 1,5 million d'euros (1,9 million d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Concernant le plan d'épargne groupe, le Conseil d'administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'Assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote par rapport à une moyenne sur vingt jours du cours de bourse : cette décote était de 10 % jusqu'au plan du 3<sup>e</sup> trimestre 2012 et a été réduite à 5 % pour les plans à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement versé par leur entreprise plafonné à 2 500 euros par personne et par an à compter du 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS 2, sur la base des hypothèses suivantes :

- durée de la période de souscription : quatre mois ;
- durée de la période d'indisponibilité : cinq ans.

## E.12. Provisions non courantes

(en millions d'euros)	Note	30/06/2013	31/12/2012(*)
Provisions pour engagements de retraite	E.12.1.	57,7	52,9
Autres provisions non courantes	E.12.2.	56,0	55,0
<b>Total</b>		<b>113,7</b>	<b>107,9</b>

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

### E.12.1. Provisions pour engagements de retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élevaient au 30 juin 2013 à 59,0 millions d'euros (dont 57,7 millions d'euros à plus d'un an) à comparer à 54,4 millions d'euros au 31 décembre 2012 (dont 52,9 millions d'euros à plus d'un an). Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaires. La part à moins d'un an de ces provisions, de 1,3 million d'euros au 30 juin 2013 à comparer à 1,5 million d'euros au 31 décembre 2012, est présentée au bilan en autres passifs courants.

La charge comptabilisée au 1<sup>er</sup> semestre 2013 au titre des engagements de retraite est égale à 50 % de la charge projetée pour l'exercice 2013 déterminée sur la base d'hypothèses actuarielles au 31 décembre 2012.

### E.12.2. Autres provisions non courantes

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 et de l'exercice 2012, les autres provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres reprises non utilisées	Variation de périmètre et divers	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
<b>01/01/2012 (*)</b>	<b>62,1</b>	<b>8,8</b>	<b>(8,6)</b>	<b>(4,3)</b>	<b>(1,0)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>55,9</b>
Autres avantages au personnel	57,8	4,1	(10,0)		6,3		58,2
Autres risques	18,2	6,6	(4,6)	(10,1)	0,1		10,2
Actualisation provisions non courantes	(1,4)		1,4				
Reclassement part à moins d'un an non courant	(18,7)					5,3	(13,4)
<b>31/12/2012 (*)</b>	<b>55,9</b>	<b>10,7</b>	<b>(13,2)</b>	<b>(10,1)</b>	<b>6,4</b>	<b>5,3</b>	<b>55,0</b>
Autres avantages au personnel	58,2	2,2	(4,0)				56,4
Autres risques	10,2	1,4	(1,3)	(0,3)			10,0
Actualisation provisions non courantes							
Reclassement part à moins d'un an non courant	(13,4)					3,0	(10,4)
<b>30/06/2013</b>	<b>55,0</b>	<b>3,6</b>	<b>(5,3)</b>	<b>(0,3)</b>		<b>3,0</b>	<b>56,0</b>

(\*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

### Autres avantages au personnel

Au 30 juin 2013, les provisions pour autres avantages au personnel (médailles du travail, couvertures de frais médicaux, CATS) s'élevaient à 56,4 millions d'euros (dont 50,7 millions d'euros à plus d'un an) à comparer à 58,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 (dont 51,8 millions d'euros à plus d'un an).

## E.13. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

### E.13.1. Variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012	Variations 30/06/2013 - 31/12/2012	
				BFR lié à l'activité	Autres variations (*)
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	7,6	9,4	8,7	(1,1)	
Clients	257,8	239,6	249,6	8,6	(0,4)
Autres actifs courants d'exploitation	127,3	137,8	162,2	(34,8)	(0,1)
<b>Stocks et créances d'exploitation (I)</b>	<b>392,7</b>	<b>386,8</b>	<b>420,5</b>	<b>(27,3)</b>	<b>(0,5)</b>
Fournisseurs	(66,5)	(63,5)	(67,9)	0,7	0,7
Autres passifs courants d'exploitation	(366,4)	(337,4)	(361,9)	(5,1)	0,6
<b>Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)</b>	<b>(432,9)</b>	<b>(400,9)</b>	<b>(429,8)</b>	<b>(4,4)</b>	<b>1,3</b>
<b>Besoin en fonds de roulement (hors provisions courantes) (I+II)</b>	<b>(40,2)</b>	<b>(14,1)</b>	<b>(9,3)</b>	<b>(31,7)</b>	<b>0,8</b>
<b>Provisions courantes</b>	<b>(362,2)</b>	<b>(352,4)</b>	<b>(363,1)</b>	<b>3,4</b>	<b>(2,5)</b>
<i>dont la part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	<i>(4,7)</i>	<i>(10,6)</i>	<i>(7,0)</i>		<i>2,3</i>
<b>Besoin en fonds de roulement (y compris provisions courantes)</b>	<b>(402,4)</b>	<b>(366,5)</b>	<b>(372,4)</b>	<b>(28,3)</b>	<b>(1,7)</b>

(\*) Mouvements de périmètre principalement pour 1,1 million d'euros dont (I+II) 0,9 million d'euros et 0,2 million d'euros pour les provisions courantes.

### E.13.2. Analyse des provisions courantes

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 et de l'exercice 2012, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres reprises non utilisées	Variation de périmètre et divers	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
<b>01/01/2012</b>	<b>359,3</b>	<b>51,1</b>	<b>(54,4)</b>	<b>(8,5)</b>	<b>1,3</b>	<b>2,9</b>	<b>351,7</b>
Obligation de maintien en état des ouvrages concédés	333,0	69,6	(44,8)	(10,0)			347,8
Autres risques courants	7,5	6,2		(5,4)			8,3
Reclassement part à moins d'un an non courant	11,2					(4,2)	7,0
<b>31/12/2012</b>	<b>351,7</b>	<b>75,8</b>	<b>(44,8)</b>	<b>(15,4)</b>		<b>(4,2)</b>	<b>363,1</b>
Obligation de maintien en état des ouvrages concédés	347,8	24,4	(19,2)	(2,0)			351,0
Autres risques courants	8,3		(1,8)				6,5
Reclassement part à moins d'un an non courant	7,0				(0,2)	(2,1)	4,7
<b>30/06/2013</b>	<b>363,1</b>	<b>24,4</b>	<b>(21,0)</b>	<b>(2,0)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(2,1)</b>	<b>362,2</b>

Les provisions courantes (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) sont rattachées directement au cycle d'exploitation, et concernent majoritairement les provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés.

Les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés couvrent principalement les dépenses effectuées par ASF et Escota pour la réparation des chaussées (tapis de surface ...), des ouvrages d'art et des ouvrages hydrauliques. Ces provisions concernent ASF pour 294,8 millions d'euros au 30 juin 2013 (294,4 millions d'euros au 31 décembre 2012) et Escota pour 56,2 millions d'euros au 30 juin 2013 (53,4 millions d'euros au 31 décembre 2012).

## E.14. Informations relatives à l'endettement financier net

Au 30 juin 2013, l'endettement financier net, tel que déterminé et suivi par le Groupe, ressort à 11 250,4 millions d'euros, en augmentation de 122,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Il s'analyse comme suit :

Catégories comptables	(en millions d'euros)	30/06/2013					31/12/2012				
		Non courant	Réf.	Courant(*)	Réf.	Total	Non courant	Réf.	Courant(*)	Réf.	Total
<b>Passifs évalués aux coûts amortis</b>											
Emprunts obligataires		(5 787,9)	(1)	(155,3)	(3)	(5 943,2)	(4 950,7)	(1)	(139,4)	(3)	(5 090,1)
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières		(4 544,5)	(2)	(1 228,0)	(3)	(5 772,5)	(5 218,6)	(2)	(1 352,9)	(3)	(6 571,5)
<b>Dettes financières long terme (**)</b>		<b>(10 332,4)</b>		<b>(1 383,3)</b>		<b>(11 715,7)</b>	<b>(10 169,3)</b>		<b>(1 492,3)</b>		<b>(11 661,6)</b>
Autres dettes financières courantes					(3)					(3)	
Découverts bancaires					(7°)				(0,2)	(7°)	(0,2)
Comptes courants financiers passifs											
<b>I - Dettes financières brutes</b>		<b>(10 332,4)</b>		<b>(1 383,3)</b>		<b>(11 715,7)</b>	<b>(10 169,3)</b>		<b>(1 492,5)</b>		<b>(11 661,8)</b>
<i>dont : incidence des couvertures de juste valeur</i>									(529,3)		(529,3)
<b>Prêts et créances</b>											
Comptes courants financiers actifs											
<b>Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option de juste valeur)</b>											
Actifs financiers de gestion de trésorerie					(6)				0,2	(6)	0,2
Equivalents de trésorerie				16,5	(7)	16,5			126,4	(7)	126,4
Disponibilités				36,8	(7)	36,8			9,1	(7)	9,1
<b>II - Actifs financiers</b>				<b>53,3</b>		<b>53,3</b>			<b>135,7</b>		<b>135,7</b>
<b>Dérivés</b>											
Instruments dérivés passifs		(137,9)	(4)	(31,5)	(5)	(169,4)	(197,2)	(4)	(29,2)	(5)	(226,4)
Instruments dérivés actifs		483,0	(8)	98,4	(9)	581,4	538,7	(8)	85,7	(9)	624,4
<b>III - Instruments dérivés</b>		<b>345,1</b>		<b>66,9</b>		<b>412,0</b>	<b>341,5</b>		<b>56,5</b>		<b>398,0</b>
<b>Endettement financier net (I + II + III)</b>		<b>(9 987,3)</b>		<b>(1 263,1)</b>		<b>(11 250,4)</b>	<b>(9 827,8)</b>		<b>(1 300,3)</b>		<b>(11 128,1)</b>

(\*) Part courante incluant les intérêts courus non échus.

(\*\*) Y compris part à moins d'un an.

Les dettes financières long terme ont augmenté de 54,1 millions d'euros au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Cette variation provient de la combinaison entre les remboursements contractuels et les nouveaux financements dont les plus importants sont les suivants :

### Émission obligataire par ASF dans le cadre de son programme EMTN

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, ASF a procédé, dans le cadre de son programme EMTN (Euro Medium Term Note), à :

- une émission obligataire d'un montant de 700 millions d'euros le 18 janvier 2013 et une durée de 10 ans ;
- un premier placement privé pour un montant de 100 millions d'euros le 11 mars 2013 et une durée de 12 ans ;
- un second placement privé pour un montant de 130 millions d'euros le 18 avril 2013 et une durée de 15 ans.

### Remboursement d'emprunts souscrits auprès de la CNA par le Groupe ASF

Le Groupe ASF a remboursé 445,3 millions d'emprunts CNA au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

## Remboursement d'emprunts souscrits auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissements) par le Groupe ASF

Le Groupe ASF a remboursé 10,7 millions d'emprunts BEI au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	Réf.	30/06/2013	31/12/2012
Emprunts obligataires	(1)	(5 787,9)	(4 950,7)
Autres emprunts et dettes financières	(2)	(4 544,5)	(5 218,6)
Dettes financières courantes	(3)	(1 383,3)	(1 492,3)
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	(4)	(137,9)	(197,2)
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	(5)	(31,5)	(29,2)
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(6)		0,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie	(7)	53,3	135,5
Découverts bancaires	(7°)		(0,2)
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	(8)	483,0	538,7
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	(9)	98,4	85,7
<b>Endettement financier net</b>		<b>(11 250,4)</b>	<b>(11 128,1)</b>

Les instruments dérivés actifs/passifs qualifiés de couverture sont présentés au bilan, selon leur maturité et leur qualification comptable, en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs non courants pour la part à plus d'un an et en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs courants pour la part à moins d'un an.

Les instruments dérivés actifs/passifs non qualifiés comptablement de couverture sont présentés au bilan en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs courants quelle que soit leur maturité.

### E.14.1. Ressources et liquidités

Au 30 juin 2013, le Groupe disposait d'un montant de 2 848,3 millions d'euros de ressources disponibles, dont 53,3 millions d'euros de trésorerie nette gérée (voir note E.14.1.2. "Trésorerie nette gérée") et 2,795 milliards d'euros constitués de lignes de crédit à moyen terme confirmées non utilisées (voir note E.14.1.3. "Lignes de crédit revolver").

#### E.14.1.1. Échéancier des dettes financières et des flux d'intérêts associés

Au 30 juin 2013, la maturité moyenne de la dette totale financière moyen/long terme du Groupe est de 5,8 ans (5,5 ans au 31 décembre 2012).

#### E.14.1.2. Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
<b>Équivalents de trésorerie</b>	<b>16,5</b>	<b>126,4</b>
Valeurs mobilières de placement (OPCVM)	8,6	126,4
Titres de créances négociables ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine	7,9	
<b>Disponibilités</b>	<b>36,8</b>	<b>9,1</b>
<b>Découverts bancaires</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,2)</b>
<b>Trésorerie nette</b>	<b>53,3</b>	<b>135,3</b>
<b>Actifs financiers de gestion de trésorerie courante</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>
Valeurs mobilières de placement (OPCVM) <sup>(*)</sup>		
Titres de créances négociables et obligataires ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine		0,2
<b>Trésorerie nette gérée</b>	<b>53,3</b>	<b>135,5</b>

(\*) Part d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie tels que définis par la norme IAS 7.

Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont principalement des OPCVM monétaires et des titres de créances négociables (bons de caisse notamment). Ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Ces actifs financiers ("équivalents de trésorerie" et "actifs financiers de gestion de trésorerie") sont gérés avec une prise de risque limitée sur le capital et font l'objet d'un contrôle de la performance et des risques associés.

#### E.14.1.3. Lignes de crédit revolving

ASF dispose d'une ligne de crédit revolving syndiquée de 1,8 milliard d'euros à échéance juillet 2017 assortie de covenants financiers (voir note C.15.2.4. "Covenants financiers" du rapport financier annuel consolidé 2012) et d'une ligne de crédit revolving interne avec VINCI pour un montant de 2,0 milliards d'euros à échéance 2017.

Le montant autorisé et utilisé et le profil de maturité des lignes de crédit revolving d'ASF au 30 juin 2013 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Utilisation au 30/06/2013	Autorisation au 30/06/2013	Échéance		
			< 1 an	de 1 à 5 ans	au-delà de 5 ans
Ligne de crédit revolving		1 785		1 785	
Ligne de crédit VINCI	990	2 000		2 000	
<b>Total</b>	<b>990</b>	<b>3 785</b>		<b>3 785</b>	

#### E.14.2. Covenants financiers

Certains contrats de financement comportent des clauses de défaut en cas de non respect des ratios financiers décrits dans le rapport financier annuel consolidé 2012 en note C.15.2.4. "Covenants financiers".

Au 30 juin 2013, les ratios afférents sont respectés.

#### E.14.3. Notations de crédit

Au 30 juin 2013, le Groupe dispose des notations suivantes :

Agence	Notation		
	Long terme	Perspective	Court terme
Standard & Poor's	BBB+	Stable	A2
Moody's	Baa1	Stable	P2

### E.15. Informations relatives à la gestion des risques financiers

La politique et les procédures de gestion des risques définies par le Groupe sont identiques à celles décrites dans le rapport financier annuel consolidé 2012 en note C.16. "Informations relatives à la gestion des risques financiers". Les opérations de mise en place ou de dénouement d'instruments de couverture réalisées au cours du semestre ne remettent pas significativement en cause l'exposition du Groupe aux risques financiers potentiels au 30 juin 2013. Les principaux risques (risques de taux d'intérêt, risques de change et risques de crédit et de contrepartie) sont décrits respectivement en notes C.16.1., C.16.2. et C.16.3. du rapport financier annuel consolidé 2012.

## E.16. Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable

Le tableau suivant indique la valeur comptable au bilan des actifs et passifs financiers par catégorie comptable définie selon la norme IAS 39, ainsi que leur juste valeur :

30/06/2013 (en millions d'euros)	Catégories comptables <sup>(*)</sup>							Juste valeur			
Rubriques au bilan et classes d'instruments	Instruments financiers par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs évalués à la juste valeur (option JV)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances et dettes	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Niveau 1: Cours cotés et disponibles	Niveau 2: Modèle interne avec paramètres observables	Niveau 3: Modèle interne avec paramètres non observables <sup>(****)</sup>	Juste valeur de la classe
Titres de participation cotés				4,3			4,3	4,3			4,3
Titres de participation non cotés				0,7			0,7			0,7	0,7
Prêts et créances financières				8,7			8,7		8,7		8,7
<b>I - Actifs financiers non courants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>13,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>13,7</b>	<b>4,3</b>	<b>8,7</b>	<b>0,7</b>	<b>13,7</b>
<b>II - Instruments dérivés actifs</b>	<b>27,6</b>	<b>553,8</b>					<b>581,4</b>		<b>581,4</b>		<b>581,4</b>
<b>III - Créances clients</b>					<b>257,8</b>		<b>257,8</b>		<b>257,8</b>		<b>257,8</b>
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie							0,0				0,0
Equivalents de trésorerie			16,5				16,5	8,6 <sup>(***)</sup>	7,9		16,5
Disponibilités			36,8				36,8	36,8			36,8
<b>IV - Actifs financiers courants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>53,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>53,3</b>	<b>45,4</b>	<b>7,9</b>	<b>0,0</b>	<b>53,3</b>
<b>Total actif</b>	<b>27,6</b>	<b>553,8</b>	<b>53,3</b>	<b>13,7</b>	<b>257,8</b>	<b>0,0</b>	<b>906,2</b>	<b>49,7</b>	<b>855,8</b>	<b>0,7</b>	<b>906,2</b>
Emprunts obligataires						(5943,2)	(5943,2)	(5904,0)	(275,1)		(6179,1)
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières						(5772,5)	(5772,5)	(2407,9) <sup>(**)</sup>	(3859,7)		(6267,6)
<b>V - Dettes financières long terme</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(11715,7)</b>	<b>(11715,7)</b>	<b>(8311,9)</b>	<b>(4134,8)</b>	<b>0,0</b>	<b>(12446,7)</b>
<b>VI - Instruments dérivés passifs</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(139,7)</b>					<b>(169,4)</b>		<b>(169,4)</b>		<b>(169,4)</b>
<b>VII - Dettes fournisseurs</b>					<b>(66,5)</b>		<b>(66,5)</b>		<b>(66,5)</b>		<b>(66,5)</b>
Autres dettes financières courantes							0,0				0,0
Découverts bancaires							0,0				0,0
<b>VIII - Autres passifs financiers courants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total passif</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(139,7)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(66,5)</b>	<b>(11715,7)</b>	<b>(11951,6)</b>	<b>(8311,9)</b>	<b>(4370,7)</b>	<b>0,0</b>	<b>(12682,6)</b>
<b>Total</b>	<b>(2,1)</b>	<b>414,1</b>	<b>53,3</b>	<b>13,7</b>	<b>191,3</b>	<b>(11715,7)</b>	<b>(11045,4)</b>	<b>(8262,2)</b>	<b>(3514,9)</b>	<b>0,7</b>	<b>(11776,4)</b>

<sup>(\*)</sup> Le Groupe ne détient pas d'actifs détenus jusqu'à l'échéance.

<sup>(\*\*)</sup> Cours cotés des emprunts émis par la CNA.

<sup>(\*\*\*)</sup> Principalement composés d'OPCVM et de bons de caisse.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Voir note E.9. "Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants" du présent rapport.

30/12/2012 (en millions d'euros)		Catégories comptables(*)							Juste valeur			
Rubriques au bilan et classes d'instruments	Instruments financiers par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs évalués à la juste valeur (option IV)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances et dettes	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Niveau 1 : Cours cotés et disponibilités	Niveau 2 : Modèle interne avec paramètres observables	Niveau 3 : Modèle interne avec des paramètres non observables (****)	Juste valeur de la classe	
Titres de participation cotés				4,2			4,2	4,2			4,2	
Titres de participation non cotés				0,7			0,7			0,7	0,7	
Prêts et créances financières				8,7			8,7		8,7		8,7	
<b>I - Actifs financiers non courants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>13,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>13,6</b>	<b>4,2</b>	<b>8,7</b>	<b>0,7</b>	<b>13,6</b>	
<b>II - Instruments dérivés actifs</b>	<b>25,2</b>	<b>599,2</b>					<b>624,4</b>		<b>624,4</b>		<b>624,4</b>	
<b>III - Créances clients</b>							<b>249,6</b>		<b>249,6</b>		<b>249,6</b>	
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie			0,2				0,2		0,2		0,2	
Equivalents de trésorerie			126,4				126,4	126,4 (***)			126,4	
Disponibilités			9,1				9,1	9,1			9,1	
<b>IV - Actifs financiers courants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>135,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>135,7</b>	<b>135,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>135,7</b>	
<b>Total actif</b>	<b>25,2</b>	<b>599,2</b>	<b>135,7</b>	<b>13,6</b>	<b>249,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1 023,3</b>	<b>139,7</b>	<b>882,9</b>	<b>0,7</b>	<b>1 023,3</b>	
Emprunts obligataires						(5 090,1)	(5 090,1)	(5 055,4)	(598,3)		(5 653,7)	
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières						(6 571,5)	(6 571,5)	(2 919,8) (**)	(4 226,0)		(7 145,8)	
<b>V - Dettes financières long terme</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(11 661,6)</b>	<b>(11 661,6)</b>	<b>(7 975,2)</b>	<b>(4 824,3)</b>	<b>0,0</b>	<b>(12 799,5)</b>	
<b>VI - Instruments dérivés passifs</b>	<b>(26,2)</b>	<b>(200,2)</b>					<b>(226,4)</b>		<b>(226,4)</b>		<b>(226,4)</b>	
<b>VII - Dettes fournisseurs</b>							<b>(67,9)</b>		<b>(67,9)</b>		<b>(67,9)</b>	
Autres dettes financières courantes							0,0				0,0	
Découverts bancaires			(0,2)				(0,2)	(0,2)			(0,2)	
<b>VIII - Autres passifs financiers courants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,2)</b>	
<b>Total passif</b>	<b>(26,2)</b>	<b>(200,2)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>(67,9)</b>	<b>(11 661,6)</b>	<b>(11 956,1)</b>	<b>(7 975,4)</b>	<b>(5 118,6)</b>	<b>0,0</b>	<b>(13 094,0)</b>	
<b>Total</b>	<b>(1,0)</b>	<b>399,0</b>	<b>135,5</b>	<b>13,6</b>	<b>181,7</b>	<b>(11 661,6)</b>	<b>(10 932,8)</b>	<b>(7 835,7)</b>	<b>(4 235,7)</b>	<b>0,7</b>	<b>(12 070,7)</b>	

(\*) Le Groupe ne détient pas d'actifs détenus jusqu'à l'échéance.

(\*\*) Cours cotés des emprunts émis par la CNA.

(\*\*\*) Principalement composés d'OPCVM et de bons de caisse.

(\*\*\*\*) Voir note E.9. "Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants" du présent rapport.

## F. Autres notes

### F.17. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction ;
- les opérations avec les sociétés dans lesquelles VINCI exerce une influence notable ou détient un contrôle conjoint (ces transactions s'effectuent sur une base de prix de marché).

Au 1<sup>er</sup> semestre 2013, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2012 (ces dernières sont mentionnées en note E.19. "Transactions avec les parties liées" du rapport financier annuel consolidé 2012).

### F.18. Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession

#### Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement

Dans le cadre des contrats de concession qu'elles ont conclus, ASF et Escota se sont engagées à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'elles sont destinées à exploiter, en tant que sociétés concessionnaires. Les engagements correspondants s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
ASF	1 859,8	1 783,3
Escota	453,8	86,6
<b>Total</b>	<b>2 313,6</b>	<b>1 869,9</b>

Ces montants ne comprennent pas les travaux de maintenance des infrastructures concédées.

Les investissements des sociétés du Groupe sont financés par émissions sur les marchés obligataires, souscription de nouveaux emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ou tirage sur leurs lignes de crédit disponibles.

## G. Note sur les litiges

La gestion des litiges, à l'exception de ceux relevant de la Direction des Ressources Humaines, est assurée par la Direction Juridique.

Le Groupe ASF est partie à un certain nombre de litiges dans le cadre de ses activités. À la connaissance de la société ASF, il n'existe pas de litige susceptible d'affecter de manière substantielle l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe ASF. En outre, les litiges en cours ont fait l'objet, le cas échéant et compte tenu des couvertures d'assurance, de provisions pour des montants que la société estime suffisants en l'état actuel des dossiers correspondants.

## H. Événements postérieurs à la clôture

### Versement d'un acompte sur dividende

Le Conseil d'administration s'est réuni le 25 juillet 2013 et a arrêté les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 et décidé de verser un acompte sur dividende de 1,19 euro par action.

### Rapport annuel d'exécution

Le rapport annuel d'exécution du cahier des charges de la concession et du contrat de plan des sociétés ASF et Escota pour l'année 2012 a été remis au mois de juin 2013 à la Direction des Infrastructures de Transport. Les sociétés satisfont à l'ensemble de leurs engagements.

**Rapport des commissaires  
aux comptes**  
sur l'information financière  
semestrielle 2013

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles-de-Gaulle B.P. 136  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex  
France

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France

**Autoroutes du Sud de la France (ASF)**

Société Anonyme  
Siège social : 12, rue Louis Blériot  
92506 Rueil-Malmaison Cedex  
France  
Capital social : 29 343 640,56 euros

# Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Autoroutes du Sud de la France (ASF) relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note B.4. de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2013 de la norme IAS 19 amendée "Avantages du personnel".

## II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Les commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense et, le 25 juillet 2013

Deloitte & Associés

**Alain Pons**

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

**Philippe Bourhis**

# **Attestation du responsable** du rapport financier semestriel

**Responsable du rapport financier semestriel**

Pierre Coppey, Président Directeur Général d'ASF SA.

**Attestation du responsable du rapport financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Rueil-Malmaison, le 24 juillet 2013

**Pierre Coppey**

Président Directeur Général



Ce document a été imprimé en France par un imprimeur certifié Imprim'Vert sur un papier recyclable, exempt de chlore élémentaire, certifié PEFC, à base de pâtes provenant de forêts gérées durablement sur un plan environnemental, économique et social.

Conception & réalisation  **Labrador** +33 (0)1 53 06 30 80

Crédit photo : Photothèque VINCI Autoroutes / Pascal Le Doaré – A63 - Viaduc sur l'Adour (Pyrénées-Atlantiques)  
RCS ASF Nanterre 572 139 996

# ASF

Siège social  
12, rue Louis Blériot  
CS 30035  
92506 Rueil-Malmaison Cedex  
Tél. : 01 55 94 70 00  
[www.vinci-autoroutes.com](http://www.vinci-autoroutes.com)